

Sommaire EDITORIAL

AFFILIATIONS

Des aspirations
contradictoires.....p.1

CHRONIQUES FRANCOPHONES

- Francophonie et
transatlantisme.....p.2
- Les grands desseins de la
FIPF.....p.3

RUBRIQUE DU VIII^e CONGRES

-L'orthographe.....p.5
-Uruguay.....p.5
-Burundi, France
Suisse.....p.6

COMMISSIONS

La COPALC.....p.7

ASSOCIATIONS

Argentine, Belgique, Brésil.p. 9
Canada, Chili,Colombie.....p.11
Congo, Egypte, France,Grèce,
Guinée-Bissau.....p.12
Inde, Madagascar.....p.13
Pérou, Philippines.....p.14
Porto Rico, République Domi-
nicaine, Roumanie,Suède...p.15
Tchécoslovaquie,Uruguay...p.16
Union Soviétique.....p.17
Ukraine.....p. 4

LE FRANCAIS DANS VOS PAYS

Centrafrique, Cambodge, Porto
Rico.....p.18
Roumanie.....p.19
Turquie.....p.20

Directeur de la publication :

Jean A Souillat

Collaborateurs pour ce numéro : P.Alexandre, D. Arrospide,
R. Delronche, D. Nasta, M. Radulescu, M. Rakotozafy

Secrétaire de rédaction: Jeanine Riu

Tirage : 2 400 exemplaires

Tirage au CIEP, 1, avenue Léon Journault F-92311-Sèvres-
Cedex

Edité avec l'appui de la Délégation générale à la langue
française (France) et le Commissariat général de la
Communauté française de Belgique.

Secrétariat général de la FIPF:

1, avenue Léon Journault F-92311-Sèvres-Cedex

Tél : (1) 46.26.53.16 ou (1) 45.34 75 27

Télécopie : (1) 46.26.81.69

LETTRE DE LA FIPF

BULLETIN TRIMESTRIEL DE LA FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES PROFESSEURS DE FRANÇAIS
Juin 1990 - n° 46

REFLEXION SUR LES RAPPORTS ENTRE LA FIPF ET SES MEMBRES

Aspirations contradictoires

*11 nouvelles associations sont en instance d'affiliation:
La FIPF saura-t-elle répondre à leurs attentes ?*

La Fédération internationale des professeurs de français compte à ce jour 107 associations membres: 97 d'entre elles sont membres actifs, c'est-à-dire avec droit de vote, et 10 autres sont membres associés. Ce réseau de collaboration pédagogique francophone couvre actuellement 72 pays et constitue sans doute un des plus vastes réseaux de cette nature au monde.

Le Bureau international de notre Fédération qui se réunit le 27 juin comme il le fait chaque année à pareille époque au CIEP de Sèvres, aura à se prononcer sur les demandes d'affiliation de 11 associations nouvellement créées dans les pays suivants:

Argentine, Brésil, Burkina Faso, Cameroun, Canada, Guatemala, Honduras, Lituanie, Porto Rico, Roumanie, Union Soviétique.

Ceci représente huit pays supplémentaires sur une liste déjà longue.

Et bien sûr nous savons que d'autres associations, dont les demandes d'affiliation ne pourront sans doute pas parvenir à temps pour être présentées au Bureau, sont en cours de formation en d'autres points du globe: Une association tchèque, une association slovaque seront probablement bientôt

des nôtres. Le Tchad, le Niger, l'Estonie, et même - nouvelle toute fraîche - l'Albanie, sont sur le point d'avoir enfin leur association nationale et aspirent donc à être affiliés également à notre Fédération.

Le réseau FIPF s'étendra prochainement sur 100 pays sans doute!

Ces lignes pourraient laisser croire à une sorte de satisfecit que nous sommes en train de nous accorder publiquement, à une sorte de parade un rien vaniteuse, un étalage de réussite au lendemain de notre vingtième anniversaire.

En fait, il ne s'agit en rien de tout cela, mais plutôt de l'expression d'une certaine angoisse devant l'espoir immense qui s'exprime par toutes ces demandes, et d'une certaine crainte que ces espoirs ne soient un jour déçus.

Pourquoi le seraient-ils ? Parce que nous savons que, par delà le désir de s'ouvrir sur l'action pédagogique internationale en faveur du français, par delà le désir d'établir enfin le contact avec des collègues renommés qui n'étaient jusque là que des noms au bas de quelques articles, il y a chez nombre de nouveaux collègues, l'espoir de voyages, de rencontres, de donation de matériel,... Et qu'y-a-t-il de plus normal que de souhaiter que les bouffées

d'espoir qui parcourent tant de pays en cette fin de siècle se matérialisent de cette manière ?

Mais la FIPF saura-t-elle répondre à ces attentes ? Les associations qui nous rejoignent chaque année savent-elles que la Fédération n'a pour force principale que le nombre et la volonté de ceux qui la composent, mais sans trésor de guerre, sans biens immobiliers, presque sans matériel,...

On peut donc légitimement hésiter entre l'espoir et la crainte. L'espoir doit cependant l'emporter car lorsqu'on fait le bilan de tout ce qu'a pu accomplir la FIPF pendant les vingt dernières années, et dans des conditions souvent encore plus précaires, on ne peut qu'espérer que l'armée sans cesse plus nombreuse des enseignants qui nous rejoignent saura faire bouger de bien plus grandes montagnes.

Pour cela, il faut cependant que les membres du Bureau international, les présidents des associations et les bureaux nationaux qui les animent soient bien conscients du fait que nous n'obtiendrons l'aide que nous souhaitons de la part des partenaires institutionnels ou privés, qu'autant que

nous saurons démontrer par nos actions quotidiennes que la Fédération est un authentique reflet des efforts de tous, et non pas le simple résultat de l'activité de quelques administrateurs payés pour cela.

Il y a donc lieu pour les responsables de nos associations d'entreprendre une action dans deux directions apparemment opposées et en fait complémentaires:

En direction des membres de leurs associations d'une part pour les informer de ce qu'est l'action fédérale internationale, les préparer à s'y intéresser en dépassant le cercle plus étroit de leurs préoccupations locales, régionales ou nationales,

En direction de la FIPF d'autre part, en s'associant comme il le faut aux actions qui sont décidées par le Bureau international et le Comité d'exécution et de gestion.

C'est un véritable appel à la collaboration internationale qui s'exprime en fait dans ces lignes! Une collaboration qui doit se traduire par davantage d'articles envoyés à la rédaction de la Lettre trimestrielle, par davantage de participation aux grands

débats sur la thématique du futur VIII^e congrès, à la consultation internationale sur la réforme des statuts fédéraux, à la grande enquête sur l'orthographe,...

Quand nous pourrons vraiment dire que notre bulletin trimestriel est l'expression authentique de l'opinion ou de la compétence de cent collègues de par le monde, quand nous pourrons dire que des centaines d'enseignants de français ont débattu par courrier ou directement pendant des semaines et des mois pour déterminer quels seraient les thèmes de leurs prochains congrès, quand nous pourrons dire que si la Fédération a modelé ses statuts dans un sens plutôt que dans un autre c'est parce que l'ensemble des membres l'a voulu ainsi, alors nous pourrons vraiment dire que la FIPF exprime et représente indéniablement les vues de plusieurs dizaines de milliers de professeurs de français dans le monde.

Et ainsi serons-nous écoutés, respectés et aidés beaucoup plus qu'aujourd'hui, et aurons-nous alors les moyens de combler les attentes de tous ceux qui, pleins d'espoir, nous ont rejoints hier ou nous rejoignent aujourd'hui. ■

FRANCOPHONIE ET TRANS-ATLANTISME

Quelles relations établir entre la francophonie nord-américaine et les Sommets francophones ?

C'est la question que pose Michel Brûlé du Secrétariat permanent des peuples francophones (SPPF) dans le numéro d'avril 90 de «Francophonie», la revue de l'institution.

En effet, en février 1991 se tiendra à Montréal, une conférence des francophones d'Amérique sous le thème «Francophonie nord-américaine et Sommets francophones: bilans et défis». Parmi les questions soumises aux participants venus des milieux associatifs francophones, figureront les suivantes:

- Quel a été l'apport des Sommets francophones à la francophonie nord-américaine ?

- Quelles sont les attentes des communautés francophones d'Amérique à l'égard des Sommets francophones ?

Avec comme objectif, celui de sensibiliser la francophonie américaine aux enjeux de la francophonie mondiale.

Michel Brûlé soulève là un épineux problème! En effet, l'appellation de «francophonie» recouvre, par la pression de l'orientation politique aussi bien que des médias, une réalité géopolitique qui ne dépasse pas la quarantaine de pays, précisément ceux

qui participent aux Sommets francophones. Le terme «francophonie» ne transmet malheureusement plus, sauf dans des contextes parfaitement explicites, l'idée de communautés éparpillées dans le monde entier et reliées entre elles par un usage commun de la langue française.

C'est pourquoi, à la première des questions posées à la future conférence il conviendra sans doute de répondre en faisant une subtile distinction entre la francophonie nord-américaine/canadienne, et la francophonie nord-américaine / états-unienne car si la première n'a pas manqué d'être très directement concernée par les résolutions des Sommets francophones, la seconde n'a été que très peu touchée. Pour dire les choses simplement, et pour regrettable que soit un tel état de fait, le sort des Cajuns et des Francos ne semble pas constituer la préoccupation majeure des Chefs d'Etat et de Gouvernement concernés. Il a fallu une forte personnalité au sein du CODOFIL pour lancer le programme d'entraide pédagogique à l'enseignement du français en Louisiane. Mais de telles réalisations ne pèsent pas d'un poids suffisant au sein des sommets.

Par ailleurs, le fait que la conférence choisisse parmi ses objectifs de sensibiliser les francophones nord-américains aux enjeux de la francophonie mondiale, témoigne sans doute que certaines des associations invitées n'ont pas encore montré qu'elles percevaient la nécessité d'une pareille ouverture. Or sur ce point, la volonté québécoise d'ouverture vers le monde francophone d'outre-Atlantique ne peut être mise en cause. On peut donc penser que cette conférence aura fort à faire pour convaincre Etats-Uniens mais aussi certains Canadiens que la francophonie nord-américaine n'a de chances de survie à long terme, que si elle sait s'insérer dans un réseau dense et fiable à la fois, de relations culturelles, scientifiques et bien sûr économiques avec les autres pays porteurs du message francophone dans le monde.

Problèmes complexes donc, mais le fait de les poser au sein d'une si importante réunion, permet d'espérer que des orientations seront données afin qu'entre le monde associatif francophone si vaste et les Sommets francophones, des liens encore inexistantes puissent être créés et des liens existants puissent être raffermis. ■

Les grands desseins de la FIPF

LE FRANÇAIS EN EUROPE LATINE,
LE FRANÇAIS EN EUROPE ORIENTALE

A la suite des contacts pris par le Secrétariat général et des décisions approuvées par les instances dirigeantes de la Fédération, il a été décidé d'organiser d'ici la fin de l'année 1990, deux importantes rencontres qui permettront avec des approches différentes, de situer la place du français et de son enseignement, d'une part dans le contexte des pays de langue latine, d'autre part, dans le contexte des pays d'Europe centrale et de l'Est où les récents événements ont créé un climat nouveau.

Des lettres d'invitation ont été envoyées début avril à tous les responsables d'associations et correspondants concernés, mais nous souhaitons que les lecteurs de la Lettre soient également informés; toutes les compétences sont les bienvenues, même s'il est d'ores et déjà certain que les ressources financières limitées de la Fédération ne permettront d'envisager ces rencontres que sur une échelle des plus restreintes.

Nous serons donc très heureux de recevoir de nos lecteurs, commentaires et suggestions pour assurer le succès de ces actions .

-Aux Président(e)s des associations d'enseignants de français d'Italie, d'Espagne, du Portugal et de Roumanie.

-Aux Président(e)s des associations latino-américaines, françaises et québécoises (pour information).

a/s: Séminaire FIPF sur l'intercompréhension des langues latines

Au cours de la réunion du Comité d'Exécution et de Gestion de la FIPF le vendredi 23 mars 1990 à Sèvres, le Secrétaire général a présenté un projet d'organisation d'un colloque sur les langues latines pour la fin de la présente année.

Ce projet, qui a recueilli l'agrément des membres présents du CEG, envisage de réunir des enseignants spécialistes de langues latines, qui devraient pendant quelques jours, réfléchir au problème suivant:

«Est-il possible et/ou souhaitable de mettre au point dans l'enseignement secondaire une méthodologie pour un enseignement comparé de la compréhension des langues latines ?

Il y a en effet, nous le savons tous, une grande richesse de parenté entre les langues dérivées du latin, et cette richesse n'est sans doute pas toujours exploitée comme il conviendrait.

Partant de cette remarque, et soutenue en cela par la Délégation Générale à la Langue Française, la linguiste française bien connue Madame Claire BLANCHE-BENVENISTE du département de linguistique de l'Université d'Aix-en-Provence prend la responsabilité d'une action qui devrait en quatre ans créer et diffuser une méthode d'enseignement de quatre langues romanes, -espagnol, français, italien et portugais-, qui viserait exclusivement la compréhension de textes écrits et de productions orales. Cet enseignement est destiné à un public universitaire, donc de haut niveau, et en plus, fortement motivé par des besoins de recherche.

Il nous a paru intéressant de nous associer à cette réflexion, mais au niveau cette fois de l'enseignement secondaire, en prenant appui sur les arguments suivants:

- L'anglais est en train de s'assurer une prédominance certaine, pour ne pas dire une exclusivité, dans l'enseignement des langues vivantes de tous les pays européens y compris en particulier dans les pays de langue romane.

- Cet état de choses amène un affaiblissement considérable de l'enseignement non seulement de la langue française qui est la base de notre action associative, est-il besoin de le rappeler?, mais aussi des autres langues romanes: ainsi l'enseignement de l'italien est-il moribond en France, et celui de la langue portugaise ne doit guère exister qu'à l'état de trace tant en France qu'en Italie par exemple.

- Or les exemples abondent de ressortissants de ces pays que l'émigration a conduit à devoir maîtriser, dans un temps très bref, la langue romane soeur de leur pays d'accueil.

- Nombreux sont ceux qui pensent qu'avec un apprentissage bien ciblé, 250 heures environ seraient suffisantes pour permettre à un apprenant d'acquérir une connaissance passive en langues latines assez bonne pour lui permettre de voyager par exemple dans le sud de l'Europe en comprenant ses interlocuteurs et en étant capable de lire la presse quotidienne non spécialisée.

Il y a là sans doute des arguments à faire valoir de manière quasi commerciale, auprès de parents d'élèves qui exigent tous pour leurs enfants l'enseignement de l'anglais comme langue de communication du XXIème siècle. Serons-nous capables de leur démontrer que le fait d'avoir comme langue maternelle une langue latine, est la porte ouverte, au prix d'un investissement intellectuel minimal, vers le monde latin d'Europe et d'Amérique, c'est-à-dire vers l'intercompréhension avec plus d'un milliard d'êtres humains à la fin de ce siècle ?

(suite p. 4)

Il serait donc utile que vous puissiez proposer deux ou trois noms au maximum, de collègues enseignants de français dans votre pays, et ayant en plus de leur langue maternelle et du français, une bonne connaissance d'au moins une autre langue latine, ainsi de préférence, qu'une bonne formation en linguistique générale et appliquée. Ces collègues devraient évidemment être prêts à proposer des interventions de haut niveau sur le thème retenu. Au cours d'un séminaire de travail qui durerait en principe trois jours, les participants devraient examiner les implications de ce projet, et réfléchir:

- Sur la méthodologie comparatiste à élaborer,

- Sur les formations professionnelles subséquentes à envisager pour les enseignants,

- Sur les chances de voir un tel enseignement déboucher ultérieurement sur une approche de l'expression dans les autres langues,

- Sur les problèmes politiques de la mise en place d'un tel enseignement comparatiste au niveau de l'enseignement secondaire européen en particulier.

Cette première réunion ne doit aboutir qu'à un constat sur l'intérêt et/ou la faisabilité d'un tel projet. Si un consensus se dégageait sur l'intérêt de pousser plus loin la réflexion ou le travail en ce domaine, une suite pourrait sans doute être donnée à ce projet dans le courant de l'année 1991.

Il est bon dans une première étape, de réunir un maximum de compétences, c'est pourquoi nous lançons également une invitation aux membres de la Fédération Internationale des Professeurs de Langues Vivantes (FIPLV), ainsi qu'à ceux de l'Union Latine qui oeuvre depuis très longtemps dans ce but.

Aucun lieu n'a pour l'instant été arrêté pour cette rencontre, mais Cannes ou Nice sont des choix possibles, pour la dernière semaine d'Octobre 1990 probablement. Le nombre de prises en charge envisageables serait sans doute, malheureusement, limité à une vingtaine.

N.B: Les subventions actuelles à la FIPF ne permettent d'envisager de prises en charge que pour les pays d'Europe. Cela ne ferme pas pour autant la porte à des experts de pays latins d'Amérique qui pourraient trouver un subventionnement individuel..

Nous restons prêts à considérer, dans la mesure de nos moyens, toutes les demandes dignes d'intérêt. ■

Aux Présidents des associations de Pologne, Bulgarie, Yougoslavie, Hongrie et Lettonie.

Aux correspondants de la FIPF en Tchécoslovaquie, Russie, Lituanie, Ukraine, Géorgie, Roumanie et Allemagne-Est.

a/s: Rencontre organisée par la FIPF pour l'Europe centrale et de l'Est.

Le Bureau International de la FIPF a réuni le 23 mars dernier, son Comité d'Exécution et de Gestion. Ce dernier a souhaité resserrer les liens entre les diverses associations de professeurs de français qui, dans les pays d'Europe centrale et de l'Est, sont venues rejoindre les rangs de la FIPF au cours des deux dernières années.

En effet, à l'association polonaise, affiliée à la FIPF depuis 1981, sont venues se joindre la Yougoslavie, la Bulgarie et la Hongrie en 1988 puis la Lettonie en 1989.

Par ailleurs, des associations sont soit déjà constituées mais non affiliées, soit en cours de constitution dans les pays suivants: Russie, Lituanie, Ukraine, Tchécoslovaquie, Géorgie,...

La FIPF souhaite donc réunir les représentants de ses associations et ses correspondants dans les divers pays nommés, au cours d'une rencontre que l'association hongroise s'est proposée d'organiser au château de Rackeve, dans les environs de Budapest, **du 15 au 17 novembre 1990.**

Les thèmes principaux de cette rencontre seraient les suivants:

- «Etat de la langue française et de son enseignement dans chacun des pays considérés».

Pour permettre une collecte plus systématique des renseignements recueillis, vous voudrez bien trouver ci-joint un questionnaire de base que je vous demanderai de faire remplir en temps voulu par le représentant de votre pays.

- «La vie associative: ses possibilités et ses limites.»

Il est envisagé sur ce point, de faire intervenir des collègues d'associations ouest-européennes par exemple, dont l'action associative a été exemplaire au cours des dernières années.

Nous pensons ainsi aux Pays-Bas, à l'Espagne (Revue Ici & Là), ou à la Suède.

- «Les commissions de la FIPF: activités et projets de recherche».

A l'occasion de l'information qui serait donnée sur ce sujet, pourrait être envisagée la mise en place de structures conduisant, si les participants le souhaitent, à la constitution soit d'une Commission de la FIPF pour l'Europe centrale et de l'Est, soit d'une sous-commission régionale de notre Commission européenne qui serait agrandie pour l'occasion.

Les participants que vous choisiriez pour représenter votre association ou les enseignants de français de votre pays, devraient pouvoir proposer une intervention documentée sur le thème n°1, et renvoyer le questionnaire joint dûment rempli.

Les moyens financiers de la FIPF ne lui permettent guère d'envisager la prise en charge de plus d'une vingtaine de participants au total. Il conviendra donc que ces derniers soient méticuleusement choisis par les soins de votre association, parmi les plus compétents et les plus représentatifs.

Le Bureau international souhaite pour ces deux rencontres, une collaboration maximale de la part de ses adhérents, et toute participation écrite au colloque ou au séminaire, sera la très bienvenue, si un financement personnel est impossible. ■

DERNIERE MINUTE

UKRAINE

La dernière née des A.P.F. vient de voir le jour à Kiev.

Le professeur Gueorgui Krioutchkov, vient de nous informer de la fondation, le 19 avril 1990, de l'Association des professeurs de français d'Ukraine dont il a été élu Président. L'APFU compte déjà 376 membres de l'enseignement secondaire et universitaire. Le président Krioutchkov a présenté une demande d'affiliation à la FIPF, et le Bureau international répondra sans doute de manière positive à cette demande lors de sa réunion de juin, et nous aurons ainsi dans nos prochaines lettres, des vues plus détaillées sur la situation de la langue française et de son enseignement en Ukraine. ■

Une proposition en provenance d'Uruguay

A MONTEVIDEO, ON S'INTERROGE SUR L'ORTHOGRAPHE FRANÇAISE

Je viens de lire votre article : «Forts en thèmes» (cf. lettre 44) où vous invitez les lecteurs à donner leur avis sur les thèmes à traiter au 8^{ème} congrès mondial. C'est pourquoi je vous écris tout de suite pour vous donner mon opinion.

La francophonie doit relever un défi très important : celui de scolariser en langue française plus d'une dizaine de millions d'enfants. Je dirais alors que la formation des enseignants en Afrique et dans l'Océan Indien (thème qui n'exclut pas la formation permanente à distance des professeurs d'Amérique latine) est un thème prioritaire. L'enseignant de français doit faire passer cette langue à ses élèves et cette langue a une orthographe. Pour moi «la simplification de l'orthographe» ne fait pas «disparatre» à côté de la formation des enseignants ; peut-être qu'on pourrait traiter ces deux thèmes parallèlement.

La réforme de l'orthographe inquiète les français, pourquoi ? Cette orthographe est «trop compliquée» (est-elle plus compliquée que l'orthographe anglaise ?), «on perd énormément de temps à l'apprendre, elle est arbitraire parfois, les jeunes français n'arrivent pas à la maîtriser et Mme Catach, la meilleure spécialiste française, dit qu'il faut vraiment faire le ménage». Sur ce point, je suis d'accord.

Mais j'ai lu un petit article où il s'agit de simplifier l'orthographe pour que le français puisse faire concurrence à l'anglais et là je ne suis pas du tout d'accord. Simplifier pour être accepté, séduire, pour attirer le public, c'est se rendre, c'est baisser les bras. Vous imaginez les suédois modifiant leur langue ou les japonais modifiant leur alphabet pour être compris plus facilement ?

Le héros de mon pays, Artigas a dit, «Je ne vendrai pas le patrimoine des uruguayens au prix dérisoire de la nécessité». Je pense que cette phrase pourrait s'appliquer très bien au combat de la langue française. Au moment où deux cent millions de personnes réparties sur les cinq continents

communiquent en français, les français de France se rendent, adoptent des mots anglais, envoient des dépliantes en anglais aux pays hispanophones, publient un livre qui veut que l'Europe des douze fonctionne en anglais ; c'est à se demander pourquoi, nous, professeurs de FLE, non francophones, nous nous battons pour que le français soit imposé comme langue étrangère obligatoire dans l'enseignement secondaire.

N.B. : Je vous avoue que l'orthographe ne m'afflige pas trop. Dans mes classes, elle devient un jeu et partir de l'espagnol ça facilite les choses.

«Quelle place donner à l'orthographe dans l'apprentissage du français ? »

«Quelles tolérances pourrait-on accepter ? »

Ces deux questions pourraient être sujet de débat d'un atelier de travail, peut-être.

Dolores ARROSPIDE, Secrétaire Générale
de la Société Amicale des Professeurs de Français

(Rubrique à suivre p.6)

UNE DECEPTION

L' enquête sur l'orthographe

Les réponses à notre consultation internationale des associations sont insuffisantes

Décidée en 1988 lors des travaux du VII^e congrès mondial, au terme d'un débat fort animé, l'enquête de la FIPF sur l'opinion des professeurs de français du monde face à une possible simplification de l'orthographe française, a été lancée en Octobre 1989.

Elle avait été précédée, au cours des journées de réflexion pédagogique de Juin 89, d'une séance très constructive en présence de nombreux enseignants de 50 pays sous la houlette compétente de Nina Catach et de Jean-Claude Chevalier. Ce travail avait abouti à l'élaboration d'un questionnaire grâce en particulier aux efforts de Dominic Amuzu du Ghana et de représentants des associations françaises.

Il semble que ce sujet, qui a provoqué et provoqué encore tant de remous au sein de l'opinion française, ne figure pas parmi les préoccupations majeures des enseignants de français, langue maternelle, seconde ou étrangère.

En effet, à la fin du mois de mai, soit huit mois après le lancement de la consultation, le Secrétariat général n'a reçu de réponses que de 14 pays représentés par 76 questionnaires individuels et 6 synthèses nationales quand les dépouillements ont été effectués par les associations elles-mêmes.

Sans entrer dans le détail, disons que dans l'ensemble, les réponses données expriment un désir de voir simplifier l'orthographe. Mais les opinions divergent sur l'étendue qu'il convient d'envisager pour cette

simplification, ainsi d'ailleurs que sur l'incidence des difficultés de l'orthographe française sur la diffusion de la langue à l'étranger.

Il faut sans doute mettre cette faible participation au sondage, sur le compte d'une présentation insuffisamment claire du questionnaire: à vouloir tester trop de paramètres différents à la fois, le questionnaire en avait perdu sa clarté.

Une dernière tentative sera donc faite au cours d'un atelier prévu pendant des prochaines journées de réflexion pédagogique de Juin 90, afin d'élaborer un questionnaire concis et lisible, et par ailleurs facilement traitable par ordinateur au moment du dépouillement. Il sera demandé aux associations de faire elles-mêmes la synthèse des réponses données par leurs propres membres.

Il importe que cette deuxième et dernière consultation mondiale soit terminée en 91 de façon à permettre aux organisateurs du VIII^e congrès mondial des enseignants de français, de prévoir à Lausanne en 1992 un dernier débat sur ce thème, débouchant éventuellement sur une motion à présenter aux autorités francophones compétentes.

Espérons donc que cette deuxième tentative sera la bonne, et que nos collègues présidents d'associations, auront à cœur de manifester de façon tangible, leur appartenance authentique à un mouvement francophone international. ■

BURUNDI

LE BURUNDI SOUHAITE SE PENCHER SUR LES PROBLEMES DE FORMATION.

«Le français: langue d'enseignement, de formation et des professions» est le thème général proposé.

Voici, à titre d'exemple, ce que pourrait contenir chaque sous-thème :

Sous-thème 1: «le français: langue d'enseignement»

.Le français dans le système formel et non formel.

.Le français dans les pays francophones

.Le français dans d'autres zones

.Le français et le multilinguisme

.Le programme d'immersion et

l'enseignement en français

.La pédagogie du français et l'interculturalité, etc.

Sous-thème 2: «le français: langue de formation»

.Formation des formateurs, formation initiale, formation continuée (au secondaire et dans l'enseignement supérieur et universitaire.)

.Formation dans les classes pléthoriques, etc...

Sous-thème 3: «le français: langue des professions»

.Dans le domaine des médias et de l'audiovisuel

.Dans le domaine des sciences, de la technologie et de l'industrie

.Dans le domaine des affaires et du tourisme

.Dans les domaines politiques, juridiques et de relations internationales.

FRANCE

CURRICULUM D'ENSEIGNEMENT

ET APPRENTISSAGE DU FRANÇAIS LANGUE ETRANGERE,

Ce projet vise à assurer le suivi entre le primaire et le secondaire

Constat: Une des raisons principales de l'échec des apprentissages précoces du FLE, est la rupture et le non-suivi entre le primaire et le secondaire, dûs à des raisons

-institutionnelles: peu ou pas de collaboration entre les enseignants des deux niveaux d'enseignement,

-méthodologiques: dans le primaire, on favorise l'oral à travers une approche surtout ludique, tandis que dans le secondaire, on dispense un enseignement plus rigide, plus «sérieux», davantage centré sur l'écrit.

Proposition: Afin d'éviter le hiatus entre les deux systèmes d'enseignement, on pourrait élaborer un curriculum qui définirait clairement des objectifs d'apprentissage couvrant les années d'études primaires et secondaires.

Il serait même souhaitable d'élaborer un programme analytique commun pour tout le cursus scolaire obligatoire (de 6 à 16 ans par exemple en France), et même de prévoir un programme de sensibilisation à la langue étrangère dans l'enseignement pré-scolaire (école maternelle, jardin d'enfants) dans une perspective de généralisation d'un véritable enseignement bilingue.

Un atelier de **production** de ce type pourrait s'insérer dans un ensemble thématique plus large qui toucherait également aux problèmes de l'immersion.

François WEISS
CIEP de Sèvres.

SUISSE

Menus gastronomiques ou mets à la carte ?

Le VIII^e congrès mondial de la FIPF aura lieu, comme vous le savez, à **Lausanne (Suisse) du 12 au 18 juillet 1992**, et le programme sera, avec votre concours, alléchant et enrichissant.

Tous les lieux de réunion, ateliers de production, salles d'exposition se trouveront dans le même quartier, à quelques pas du Palais de Beaulieu où sont prévues les séances plénières.

Le congrès pourrait compter de nombreux ateliers où vous seriez appelés à vous livrer à des «travaux pratiques»: production de matériel, mise au point de séquences d'enseignement, rédaction d'exercices, création de textes, chansons, jeux et pièces dramatiques. Aussi allons-nous

étudier une structure à entrées multiples: l'**entrée des gourmets** pour les grands repas gastronomiques (ateliers fonctionnant tout au long de la semaine), l'**entrée des dégustateurs** (la possibilité de participer au plus grand nombre de manifestations ponctuelles), l'**entrée des chefs** (vous apporteriez vos «produits du terroir» et vous les apprêteriez, ou vous en assaisonneriez d'autres!), l'**entrée des distributeurs de toques** (vous évalueriez la multitude ou une suite de mets et de nectars dont vous vous en feriez les rapporteurs). Pour ce qui est de la **carte des mets**, vous nous avez fait parvenir un bon nombre de suggestions intéressantes. Après en avoir fait le tri nous avons élaboré une première approche de la thématique qui pourrait donner accès aux «tables d'hôte» ou séquences

suivantes:

1. Créer en français: du crayon à l'ordinateur: (la création)
 2. Apprendre le français, comment?: (la pédagogie)
 3. Former des enseignants de français, à quoi?: (la formation)
 4. Les cultures francophones (la civilisation)
 5. Le français dans le monde: avenir et statuts: (les politiques).
- Nul doute que cette thématique sera encore modifiée par vos suggestions et offres d'interventions et nous comptons sur votre collaboration, votre bienveillance, vos idées créatives. Préparons, ensemble, ce congrès 1992 qui célébrera la vitalité et la créativité du français et de ses enseignants.

**Bureau national suisse
du congrès 1992.**

LES GRANDS PROJETS DE L'AMERIQUE LATINE ET DE LA CARAÏBE

La COPALC réunit son Bureau en Martinique

Mihaela Radulescu, (Pérou), Secrétaire générale de la COPALC, nous fait parvenir un compte rendu des récents travaux de cette commission de la FIPF dont nous extrayons les points les plus importants

Profitant de la tenue du 21 au 28 avril dernier, du Congrès annuel du Conseil international des études francophones (CIEF), les cinq membres du Bureau de la COPALC se sont réunis en Martinique avec le Président de la FIPF Jean-Claude GAGNON, et avec Jean SOUILLAT, son secrétaire général, grâce auxquels il a été possible d'aboutir aux conclusions et accords suivants:

Etat de développement des 5 projets de la COPALC:

LE FRANCAIS DE SPECIALITE

Pérou: un programme unitaire avec 5 sections est en cours de lancement :

-Programmation de cours de français fonctionnel pour des objectifs institutionnels (traduction, architecture, relations internationales comme «programmes en action»);

-terminologie et industries de la langue; recherches et publication de bibliographies à partir de banques manuelles de données bibliographiques;

-séminaires d'actualisation, formation et recherches (à disposition: la traduction dans la classe de langue, support technique de séminaire);

-recherches spécialisées (à disposition: modules d'analyse de texte en fonction de besoins à partir d'un modèle de grammaire de la signification textuelle).....

Bolivie: Les collègues se sont orientés vers la production de programmes et manuels de français en fonction des besoins de l'enseignement secondaire. L'Université de Cochabamba est en train de dresser un projet de programmation des cours sur objectifs spécifiques dans lesquels la traduction et la production écrite occupent des places importantes.

Colombie: On propose des modèles d'analyse pour la traduction, de même que le Chili.

Chili: Les collègues sont en train

d'établir un programme de perfectionnement de la compétence linguistique et culturelle des enseignants en fournissant les éléments spécifiques d'une langue fonctionnelle dont l'emploi est envisagé dans les divers domaines de la vie du travail et des professions; en même temps est proposée la création des instruments d'accès à la documentation des sciences et des techniques et l'amélioration de la formation de traducteurs et interprètes.

Cuba: Il y est prévu un atelier international «Langues et cultures de la Caraïbe» qui aura lieu à La Havane, du 22 au 24 novembre 1990 où l'enseignement sur objectifs spécifiques est envisagé dans la perspective linguistique et méthodologique; une place importante est donnée à la traduction et à l'interprétation.

Argentine: Le «IVe Séminaire d'enseignement de langues étrangères à l'Université», aura lieu à l'Université Nationale de Rio Cuarto, du 19 au 21 septembre. Les thèmes qui y seront traités: (stratégies de compréhension du texte, évaluation de la compréhension, le texte technique et scientifique dans la perspective de l'approche pédagogique), envisagent les besoins langagiers de l'enseignement universitaire et les modalités didactiques qui leur correspondent..

FORMATION PERMANENTE DE PROFESSEURS A DISTANCE

Uruguay: Le GREDIFLE (Groupe de Recherche en Didactique du Français Langue Etrangère) est en train d'élaborer les premiers modules de formation linguistique et professionnelle qui vont être envoyés aux professeurs de français à titre d'expérimentation; une première évaluation aura lieu en août 1990. Le public envisagé est composé de

professeurs d'enseignement secondaire sans formation pédagogique mais ayant une bonne connaissance du français.

Cuba organise aussi des cours à distance pour les professeurs de province dans le cadre du système permanent de recyclage.

LE FRANCAIS ET LES TECHNOLOGIES DE LA LANGUE

Pérou: Il a été proposé l'articulation de ce projet - au niveau local - avec les recherches terminologiques qui débouchent sur la création de glossaires et dictionnaires et l'appui lexical des cours de français de spécialité. Cela mène à des banques terminologiques et de textes de spécialités; une deuxième étape conçoit la programmation de grilles de compréhension.

PEDAGOGIE DU FRANCAIS POUR UN PUBLIC D'ENFANTS

Brésil: L'Association des professeurs de français de Rio Grande do Sul, se propose de mettre les enfants en contact avec la langue française par des activités ludo-pratiques visant à la compréhension orale des structures et du vocabulaire, au réemploi spontané des éléments retenus, au développement de la capacité de raisonnement logique des enfants par l'apprentissage des histoires construites sur des structures mathématiques. Les modalités employées sont: formation de groupes-classes appartenant à différents niveaux sociaux; publication de dossiers; organisation de séminaires; application de tests d'évaluation visant le développement logique.

LA LATINITE FRANCO-LUSO-HISPANOPHONE A TRAVERS DES TEXTES LITTERAIRES

C'est un projet apparu lors du Congrès mondial du CIEF dont les objectifs envisagent en même temps la conscience de la latinité comme les

(suite p. 8)

modalités didactiques de l'enseignement de langues et la collaboration entre les partenaires du dialogue des cultures latines sur le continent latino-américain. Il s'agit de créer des dossiers de textes littéraires appartenant aux cultures franco-luso-hispanophones, accompagnés de bibliographies commentées, de fiches techniques d'exploitation et construits dans une perspective thématique, pour déboucher sur l'édition d'une anthologie à usage multiple en fonction du publics et de ses intérêts. Le Bureau exécutif de la COPALC coordonne le projet.

Ces projets comptent donc avec l'enseignement des professeurs de français qui travaillent dans plusieurs pays et qui attendent un appui pas seulement logistique mais aussi économique de la part de la COPALC-FIPF. Un numéro spécial de Dialogues et Cultures pourrait en être le résultat.

Points d'accord sur les actions envisagées par les membres du Bureau

- 1) Echanger la documentation et établir des structures communes de développement des projets entre les différents pays et associations.
- 2) Envoyer à toutes les associations les adresses des responsables de projets.
- 3) Etablir le financement des projets lors des rencontres régionales.
- 4) Etablir le contact avec les autres commissions de la FIPF pour des échanges de matériel et pour voir la possibilité d'une aide financière.

Les Statuts

Les représentants de la FIPF trouvent nécessaire qu'une harmonisation ait lieu entre les statuts de la COPALC et ceux de la FIPF, et que les points d'incompatibilité entre les deux soient supprimés. Il est essentiel que la COPALC soit représentée au sein du futur Bureau de la FIPF; par ailleurs, la possibilité d'un renouvellement partiel du Bureau de la COPALC doit être envisagée, avec une nomination des membres pour 4 ans afin de permettre un meilleur suivi du travail dans les contacts internationaux.

Toutes ces propositions seront soumises au vote de la prochaine assemblée générale de la COPALC.

Organisation des prochaines SEDIFRALES VIII:

Le Bureau exécutif est prêt à collaborer et à participer aux

SEDIFRALE VIII qui auront lieu au Chili. Pour ces sessions il proposera la présentation de projets avec des ateliers d'information et de formation. Nous considérons comme important que les intervenants s'identifient en donnant le nom de l'association à laquelle ils appartiennent afin de faire sentir la présence des associations au sein d'une si importante réunion.

Rencontres régionales:

Chaque membre du Bureau exécutif s'est engagé à organiser une rencontre régionale. La première au Brésil a été organisée par Zenia de FARIA.

Région Amérique Centrale, Mexique : Elle se déroulera au Honduras, du 18 au 22 juin sur le thème «Le français sur objectifs spécifiques» grâce à l'appui du BAL régional et de l'APF du Honduras. Ligia SALAS collabore à son organisation.

Région Caraïbe: Du 1er au 2 septembre en République Dominicaine, avec la collaboration de l'Association dominicaine et l'appui du BAL; le thème en est «Technologie, Culture et Formation des Enseignants» et développe les projets de "Français de Spécialité et Technologies de la Langue" au niveau de la région. Obdulia Garcia en est l'organisatrice.

Région Cône Sud: En juillet à Buenos Aires pour établir les stratégies de réalisation des projets de la région; Dolores Arrospide en est responsable.

Région Andine: En septembre à Lima. Elle sera centrée sur le thème «Langues de spécialités et technologies de la langue», et organisée par Mihaela Radulescu.

Les associations membres de la COPALC sont invitées à s'adresser aux représentants de chaque région au sein du Comité exécutif; toute proposition ou document de travail contribuera à la bonne réalisation de ces rencontres.

Budget:

Le Bureau exécutif se doit de répondre positivement aux demandes de financement de la part des responsables de projets et d'accorder un appui financier aux rencontres régionales afin de garantir qu'elles puissent avoir lieu. Mais le budget est limité.

On attend de la part de responsables des demandes concrètes, explicitées et argumentées; cela fera partie du dossier "Aide financière pour les projets". Le Bureau analysera les propositions des régions et des responsables de projets,

leurs demandes et leurs besoins et établira le projet de financement qui sera envoyé au Secrétariat FIPF.

Bulletin de la COPALC:

Le projet de Bulletin a été présenté par Obdulia Garcia, puis travaillé dans plusieurs réunions COPALC-FIPF. Pour des raisons de financement et de circulation il a été décidé que le Bulletin COPALC paraîtrait dans chaque LETTRE de la FIPF comme section-dossier. Cela garantira une diffusion plus rapide, plus sûre et permettra d'intégrer les activités COPALC dans l'ensemble des activités des Commissions de la FIPF.

Participation de la COPALC au congrès mondial du CIEF :

Le Bureau a profité de l'environnement propice à un échange d'expériences au niveau continental, et présenté aux congressistes, les activités, projets et travaux des Associations et de la COPALC. Le Bureau a dans ce but, réalisé plusieurs réunions, parmi lesquelles la réunion avec M. Runte, président de la CAN (Commission pour l'Amérique du Nord), et la réunion avec les professeurs d'espagnol de la Martinique, organisée par M. Pedro Urena; l'une et l'autre se sont révélées particulièrement importantes.

Ils ont également participé au Congrès par une table ronde sur «La présence de la culture francophone dans l'enseignement du français en Amérique Latine»; des thèmes importants ont été présentés, comme la signification de l'enseignement du français, les niveaux d'enseignement, la création de méthodes locales, le rôle de la traduction etc.. en même temps que la présentation de la COPALC-FIPF et des activités et projets de ses associations.

En conclusion,

le Bureau exécutif de la COPALC constate que cette rencontre a permis un échange conséquent d'informations, d'expériences, de propositions qui permettra de faire avancer la réalisation des projets, la diffusion des activités organisées par des collègues de l'Amérique Latine et de la Caraïbe ainsi que d'établir des rapports avec les autres commissions de la FIPF.

Seule l'obtention des subventions nécessaires permettra que le programme fixé en juillet 1989 au Brésil soit rempli intégralement. ■

ARGENTINE

PARANA

Priorité à l'immersion

La section du Parana de l'association DICIFRAN concentre sa réflexion sur les problèmes de l'immersion

La Présidente nous envoie le rapport d'activités réalisées dans la période juin 1989-1990

Juin: Entrevues avec les autorités provinciales et privées visant à la défense de l'enseignement de la langue française.

Juillet: Elaboration et organisation d'un «Centre d'immersion pour mener un processus d'apprentissage des matières en français».

Septembre: Projection des films pour les enfants de l'école primaire. Concours de dessins.

Octobre: Participation de Dicifran Parana aux deuxièmes journées sur l'enseignement/apprentissage du français dans les écoles primaires du pays. Dicifran (Argentine): les tests dans la classe de langue.

-Projet-pilote: «Un week-end immersif».

Novembre: Information auprès des professeurs de français sur les conclusions des Journées consacrées au français dans le primaire.

Décembre: Remise de prix aux étudiants de l'Institut national de l'enseignement supérieur, et aux étudiants de 22 établissements officiels provinciaux et privés. Emission radiophonique: «Qu'est-ce que c'est que la FIPF ?» par Mme Meucci.

Avril 1990: Journées de réflexion et de travail sur la «simplification et la modernisation de l'orthographe française». L'introduction à ce sujet a été faite par Mr Patrick Chardenet, directeur de l'Alliance française de Parana.

Mai: Suite de l'expérience-pilote «Le français dans le primaire» dans l'école n° 193. On entre dans la huitième année de l'expérience.

-Atelier d'activités ludiques au 3ème degré d'une école provinciale. Objectif: sensibiliser les enfants à l'apprentissage de la langue étrangère (le français) au moyen de jeux, de chansons, de poèmes, d'activités diverses. Ce sont les enfants avec qui l'année prochaine commencera le projet-pilote «Centre d'immersion pour mener un processus

d'apprentissage des disciplines en français».

Juin: Séminaire sur «Psychologie de l'enfant». Cours préparatoire pour les enseignants de français qui voudraient participer à l'expérience-pilote: «Centre d'immersion».

BUENOS-AIRES

Collaboration français / espagnol

La SAPFESU met en place un séjour linguistique et culturel à l'intention des professeurs francophones d'espagnol.

«En tant que professeurs de français qui avons eu l'occasion de sortir d'Argentine et de connaître sur place le monde francophone grâce aux programmes officiels de vos pays, nous avons envisagé à travers notre association la possibilité d'offrir à des professeurs francophones d'espagnol de tous les niveaux un programme de réciprocité qui leur permettrait de connaître *in situ* la vie, la culture et les particularités linguistiques de notre pays.

Ce programme «Trois semaines en Argentine» est déjà monté (voir ci-après). Etant donné qu'il s'agit de notre première expérience dans ce domaine, le groupe initial de participants au stage sera restreint à cinq québécois et dix français. Quant aux modalités de l'inscription les professeurs d'espagnol intéressés devront nous faire parvenir leur demande d'inscription et leur curriculum vitae avant le 11 mai 1990. Le comité de sélection désigné par notre association enverra leur réponse aux intéressés une semaine après.

N'étant en mesure d'offrir aucune aide financière, nous suggérons aux candidats de demander l'appui de l'institution où ils enseignent. En revanche, nous assurons le programme académique et culturel, et les visites touristiques des trois villes mentionnées dans le programme et les alentours.

Au programme :

- Cours, observations de classes, débats, mais aussi:
-Danse, tango et folklore, musées, visites guidées».

NDLR:

nous regrettons vivement que les délais de la poste n'aient pas permis à cette information de nous parvenir suffisamment tôt pour être publiée dans la lettre précédente.

BELGIQUE

En quête d'enseignants de français.

La Société Belge des Professeurs de français de la Communauté française de Belgique, lance une campagne de recrutement d'adhérents.

Sur la couverture du triptyque réalisé dans ce but, une simple phrase, copiée sur les modèles de publicité accrocheurs:

«**Importante Société recherche ENSEIGNANTS de FRANCAIS fiers de l'être.**

Nous souhaitons que tous ceux qui sont «fiers de l'être» répondent à cet appel, tout en craignant que dans ce cas, le Secrétariat de la SBPF ne soit débordé par les demandes d'inscription!...

BRESIL

MINAS GERAIS

Les bains linguistiques

Parmi les nombreuses activités qu'elle propose à ses membres, l'association des professeurs de français de Minas Gerais a inscrit un «bain linguistique» de plusieurs jours en avril-mai 90. La mode se répand de ce moyen de rafraîchir leurs pratiques linguistiques pour nombre de professeurs qui n'ont ni le temps, ni les moyens de se rendre en pays francophone, et on ne peut que s'en réjouir.

Parmi les autres activités au menu de l'association: une fête au mois de juin, une rencontre d'hiver au mois de juillet, un cours d'actualisation et d'orientation pédagogique ainsi qu'un cours d'analyse du discours avec le concours de Patrice Charaudeau de l'université parisienne.

Un exemple parmi tant d'autres de l'impressionnante vitalité des associations brésiliennes d'enseignants de français.

RIO GRANDE DO SUL

Pédagogie et culture

Telles ont été les principales activités de l'Association des Professeurs de français du Rio Grande do Sul en 1989. (suite p.10)

PEDAGOGIE

Stage permanent : A Porto Alegre, perfectionnement pour un groupe de 32 professeurs à raison de 90 heures de cours par an.

Recyclage : Des journées de recyclage ont été organisées à Porto Alegre, Pelotas, Rio Grande, Santa Maria et Caixias do Sul auxquelles ont participé 80 professeurs.

Rencontre des professeurs de français de l'Etat du Rio Grande do Sul, du 27 au 30 septembre, à Porto Alegre.

Journée pédagogique : L'APFRS a participé à l'organisation de la rencontre de l'Alliance Française et animée par M. Marc Argaud à laquelle ont participé une soixantaine de professeurs, ainsi qu'aux

activités pédagogiques de la rencontre qui a eu lieu le 23 novembre: «Les Centres de Langues dans le Rio Grande do Sul».

A C T I V I T E S CULTURELLES

L'APFRS et le BAL ont proposé au Secrétariat de l'Etat des activités pour commémorer l'année 1989 dans les écoles publiques du Rio Grande do Sul.

Chemins pour la liberté :

Les 200 ans de la Révolution française et de la «Inconfidência Mineira» ont été commémorés du 10 au 16 septembre 1989. Cet évènement comportait un cycle de conférences et de débats, un concert et une exposition et les participants et la presse en ont souligné le haut niveau.

PROJET

«Pédagogie du français pour un public d'enfants» : il est prévu en 1990 l'élargissement de ce projet à d'autres écoles de la municipalité.

Journées belges: l'APFRS, l'UFRGS et le Ministère de la Communauté française de Belgique préparent la réalisation des Journées belges à Porto Alegre prévues pour le mois d'août 1990.

L'ordinateur: l'association a proposé à l'Educom un projet qui vise à développer la pensée logique à travers la langue française par l'utilisation des technologies modernes, en particulier par l'ordinateur. Un projet qui devrait intéresser les collègues européens.

SECRETARIAT de l'ETAT pour l'EDUCATION

L'Association a entrepris toute une série de démarches auprès de l'administration afin d'obtenir que les

professeurs ayant été admis au concours, soient affectés sur des postes.

Elle a adressé un questionnaire aux «Delegacias de ensino» et aux écoles pour avoir des données précises sur l'enseignement du français au Rio Grande do Sul.

ABPUF

La présidente a participé à l'Assemblée générale de l'association brésilienne des professeurs universitaires de français lors des SEDIFRALE 7. Il était prévu dans l'ordre du jour la modification des statuts. Après en avoir débattu, l'Assemblée a approuvé les statuts présentés en 1987 par l'APFRS par lesquels l'ABPUF devient l'Associação Brasileira dos Professores de Francês. Le nouveau siège est localisé à Florianopolis dans l'Etat de Santa Catarina.

SAO PAULO

Expression écrite/expression orale, dramatisation en salle de classe: deux thèmes de stages de recyclage

pédagogique.

Le premier stage s'est tenu du 12 au 16 février sous la responsabilité en particulier de Sabina Kundman, ancien membre de notre Bureau international et dont nous nous plaignons à saluer ici l'infatigable activité.

Le second s'est tenu sur une période beaucoup plus étendue de huit samedis avec le concours d'un professeur de l'université de Paris 3.

Un autre cours à l'intention des professeurs qui ont une bonne maîtrise de la langue, portera également au cours de plusieurs semaines, sur la «textanalyse: littérature et psychanalyse».

Enfin un stage de découverte de la France auquel participeront un certain nombre de représentants de diverses associations de professeurs de français sera organisé à Angoulême du 15 au 30 juin 90. Un autre voyage de découverte culturelle organisé par l'APFSP emmènera les participants en Bretagne et à Paris, et ceci préparera aux échanges interuniversitaires ainsi qu'à un nouveau stage pédagogique prévu pour le mois de janvier 1991.

BAHIA

Le Brésil, pays frontalier de la France

Séjour linguistique à Cayenne des élèves du collège Severino Vieira de Salvador do Brésil..

Du 12 janvier au 5 février 1990, onze élèves bahianais accompagnés de leur professeur de français, Darci Paixão, ont effectué un séjour linguistique en Guyane française. Cette opération, inédite entre le Brésil et ce département français d'Amérique du sud, a été rendue possible grâce aux professeurs de portugais du Lycée Félix Eboué à Cayenne qui ont non seulement organisé le séjour mais ont aussi réuni les fonds nécessaires au financement des billets d'avion. L'idée de ce voyage a surgi en mars 1989, lors de la visite à Salvador d'un groupe d'élèves du lycée Félix Eboué et de leurs professeurs de portugais, dans le cadre des commémorations de l'abolition de l'exclavage au Brésil. A Salvador, Darci Paixão du collège Severino Vieira épaulée par l'APFEBA et le BAL a minutieusement mis en place le voyage des brésiliens. En effet, elle a su préparer les esprits et les compétences linguistiques pour que ses élèves arrivent à Cayenne motivés, enthousiastes et à peine dépaysés. Là, chacun a été accueilli dans une famille guyanaise et a suivi, le matin, les cours du lycée Félix Eboué. L'après-midi et pendant les fins de semaine les jeunes brésiliens ont eu l'occasion de participer à de nombreuses visites et activités socio-culturelles. En trois semaines, leur niveau de langue s'est tellement amélioré qu'ils ont, à la fin de leur séjour, participé en langue française à une émission radio-télévisée. Le préfet de Guyane a tenu à offrir un cocktail en leur honneur. Enthousiasmé par cette opération, le directeur du lycée Félix Eboué a obtenu du Ministère de l'éducation la création d'un cours de langue et civilisation brésilienne. Les autorités de Cayenne ont promis de tout faire pour renouveler cet échange en 1991. L'APFEBA et le BAL de Salvador s'emploient, dès à présent, à mettre sur pied ce deuxième voyage qui soulignons-le, devra, comme le premier, être réservé à des élèves de condition extrêmement modeste, étudiant le français, qui n'auraient jamais l'occasion de réaliser un tel voyage par leurs propres moyens.

SALVADOR DE BAHIA

A l'heure de la francophonie

Bain linguistique pour les enseignants:

Le 21 avril, 22 professeurs et 6 animateurs brésiliens et français ont participé au 1er bain linguistique organisé à Salvador par l'association et le BAL local.

La matinée a commencé par une conférence de Jean-Marc Lavaur sur «Le français et l'horizon 2 000». Elle s'est poursuivie par la projection d'une vidéo sur la chanson française et s'est terminée par un débat sur la question de l'enseignement des langues dans les établissements publics brésiliens. Après un déjeuner à la française, les participants se sont répartis par petits groupes pour les ateliers de conversation organisés autour des thèmes suivants: «Théâtre et enseignement», «Parler de cinéma», «Jeux linguistiques», etc... Ensuite a eu lieu la projection en vidéo du film inédit au Brésil «La vie est un long fleuve tranquille». Pour terminer, une rapide évaluation a mis en évidence le succès de la journée et la nécessité d'organiser, au plus vite, un bain linguistique d'au moins 2 jours complets.

(Comptes rendus envoyés par Engracià Maria Pimentel de Sa présidente de l'APFEBA.)

CANADA

Réactions contre le français

La Présidente de l'APFUCC s'inquiète des prises de position de certaines municipalités canadiennes.

Dans l'éditorial de «Nouvelles», (Vol.8/2), la revue de l'Association canadienne des professeurs des universités et collèges canadiens, la Présidente Danielle Thaler annonce à la fois de bonnes et de mauvaises nouvelles. Les bonnes viennent du fait qu'une campagne de publicité organisée par l'association a permis de recruter cinquante nouveaux membres, ce qui à tous égards est un succès. Par contre, elle considère que le bilan 89/90 est un peu sombre pour les humanités: aucun nouveau projet retenu dans le domaine des sciences humaines dans le programme des réseaux de centre d'excellence; nouvelles coupes à prévoir dans les subventions gouvernementales

pourtant déjà fort basses; et surtout une «réaction contre le français dans certaines municipalités qui n'augurent rien de bon!». Il serait important d'en savoir davantage sur ces problèmes alors que le Canada affirmait encore en Décembre dernier, par la voix de son premier Ministre lors de la Conférence Générale de l'ACCT à Ottawa: «notre engagement envers les pays de la francophonie demeure prioritaire».

Rappelons que le congrès annuel de l'APFUCC a eu lieu du 24 au 26 mai à l'Université de Victoria.

CHILI

Peinture et littérature

Malgré des difficultés économiques et financières propres à toute nouvelle association, l'APF de la Ve région du Chili a célébré le bicentenaire de la Révolution.

Cette association, née lors de SEDIFRALE VI, continue à développer ses objectifs principaux: diffusion de la francophonie, perfectionnement des professeurs de français de la région, parution d'un bulletin de liaison.

Le bureau a organisé:

1. Le deuxième concours de peinture (juillet 1988). Plus de deux cents étudiants de différents établissements d'enseignement primaire et secondaire de la région peignent les monuments de France.

2. Le premier concours littéraire (novembre 1988). Les petits et les grands écrivains participent en grand nombre en trois catégories.

Catégorie A: sujet proposé: «Le petit prince». Style récit.

Catégorie B: sujet «La Seine». Style poésie.

Catégorie C: Conte enfantin.

3. Des cours de conversation hebdomadaires à l'intention des professeurs sous la direction des collègues universitaires.

1989 fut l'année du bicentenaire de la Révolution française. C'est pour cela que le Consul a rassemblé tous les présidents des institutions et organisations françaises de la région afin qu'ils se joignent au Comité du bicentenaire. Les collègues ont participé avec enthousiasme, tout au long de l'année, aux activités organisées par le Comité: conférences, concours, expositions, films, fêtes,

dîners, défilés, dramatisation, célébrations,...

Intervention des membres de l'association:

Cours de perfectionnement pour les professeurs qui passent l'examen de sélection, organisé par le BAL, séminaire de perfectionnement du CPEIP à Santiago, participation d'un délégué à la SEDIFRALE VII à Bêlo Horizonte au Brésil,...

La vie associative s'est développée tous les derniers vendredis de chaque mois dans des assemblées ordinaires et dans des assemblées extraordinaires chaque fois que cela fut nécessaire. En ce qui concerne les activités sociales, les membres ont organisé des dîners afin de mieux se connaître, et fournit une aide morale aux associés, etc... Les ennuis économiques ont occasionné certaines difficultés d'une part dans les démarches judiciaires pour obtenir la personnalité civile de l'association et d'autre part en empêchant l'édition des bulletins de liaison. Sur ce dernier aspect, l'association a accepté l'offre du BAL. Il édite «Courrier Sud» grâce à l'aide financière de l'Ambassade, sa distribution est gratuite. Tous les professeurs de français peuvent y écrire.

(D'après le rapport d'activités de la Présidente Doris Lillo Ramirez.)

COLOMBIE

Vive la chanson française

Parmi les activités de l'Association colombienne des professeurs de français (ACOLPROF) pour l'année écoulée, la diffusion et l'exploitation pédagogique de la chanson française occupent une place importante.

-Concours Chanteclair 90. C'est la troisième fois qu'est organisé en Colombie un concours de la chanson française pour promouvoir la diffusion du français. Les 16 filiales s'occupent de la mise en marche avec le BALAV, et les Alliances françaises. La grande finale aura lieu à Bogota au mois d'octobre.

Autres activités de l'association

-Publication du numéro 7 de la revue «Approche». La parution de ce numéro est prévue pour le mois de juillet.

-Première rencontre nationale de la traduction. Bogota, septembre. Université nationale de Colombie.

-Congrès national de l'ACOLPROF: il est prévu pour octobre 1990.

(suite p.11)

CONGO

Concours du meilleur lecteur

L'association congolaise souhaite mesurer les capacités de son public en lecture.

Au cours de sa réunion du 1er mars dernier, l'association congolaise des enseignants de français (ACEF) a décidé de doubler son concours du meilleur devoir écrit, par un concours du meilleur lecteur. Celui-ci était prévu pour le 6 mai 90 à Brazzaville, et des épreuves de contrôle de diction, lecture silencieuse avec contrôle de compréhension, élaboration d'une fiche de lecture, lecture à haute voix d'un poème, ... ont été prévues selon les niveaux.

Nous espérons pouvoir recueillir pour notre prochain numéro, des échos de cette intéressante initiative.

Par ailleurs, au cours de cette même réunion, il a été décidé d'installer une antenne de l'ACEF à Brazzaville.

Il a également été convenu d'organiser, en commémoration de la fondation de l'association, une **journée nationale annuelle de l'enseignant de français**. Celle-ci se tiendra chaque 22 décembre.

Voilà une autre initiative particulièrement heureuse et il faut espérer que de nombreuses associations dans d'autres pays seront tentées d'imiter l'initiative congolaise à laquelle nous souhaitons un plein succès.

EGYPTE

Traduction maghrébine et Français de spécialité

L'AEPF publie une revue sur littérature maghrébine et traduction, et organise un séminaire sur les nouvelles orientations du français.

Le bulletin N°9 de janvier 90 de l'Association égyptienne des professeurs de français est tout entier consacré aux littératures maghrébines et aux différents problèmes de leur traduction.

(AEPF, B.P. 257- Orman- C.P. 12612)

L'association a tenu par ailleurs un séminaire de sensibilisation sur les nouvelles orientations de l'enseignement du français, qui a eu lieu les 5, 6, 7 et 8 mars 1990.

Au programme:
-panorama méthodologique du FLE et du français langue de spécialité,
-apport du français de spécialité dans le domaine des traductions,
-français de spécialité et littérature,
-français de spécialité et dimension culturelle.

FRANCE

Jumelage transatlantique latin / français ancien

L'Association des professeurs de lettres (APL) nous envoie l'information suivante:

«Nous avons eu, la satisfaction d'observer une convergence accrue entre nos efforts et ceux de deux associations sœurs du Québec, la Société des Etudes Anciennes et la Société des professeurs de français, comme avec la société belge des professeurs de français, dont le premier président a été Louis Philippart, responsable de la SBPF. Nous participons avec eux et d'autres collègues de pays francophones, notamment les suisses romands, à la Commission du français langue maternelle (CFLM).

Le PULAF...

Nous avons eu, la possibilité de recevoir en avril 1989, Lucien Finette, docteur ès-lettres de l'Université d'Aix en Provence. Il a présenté, devant une quarantaine de professeurs de l'Académie de Versailles et des membres du bureau national, le P.U.L.A.F. (plan d'utilisation du latin pour l'amélioration du français) dont il nous avait déjà entretenus à Thessalonique et dont il a poursuivi la mise au point avec des chercheurs de l'Université de Laval. Il s'agit d'une initiation sérieuse et attrayante du latin, pendant les deux dernières années d'école primaire, faites par le professeur de français à raison de vingt minutes par jour. La démonstration a eu un tel succès que deux de nos adhérentes ont obtenu l'autorisation officielle de réaliser leur vœu de commencer dès le premier trimestre 1989/1990 d'adapter la méthode dans trois classes de sixième de leur établissement.

Des contacts ont été pris avec des collègues de Tchécoslovaquie et de Hongrie en séjour au Centre International Pédagogique. Le Bureau a décidé de publier dans notre prochain

bulletin le compte rendu du voyage(*) de notre ami Vladimir FLOREA, professeur de lettres classiques au collège de Carrières /Seine, dans sa ville natale d'Arad en Transylvanie, avec un convoi d'objets de première nécessité qu'il a pu rassembler.

Au moment où l'Europe est en voie de constitution sur le plan économique, nous avons beaucoup à recevoir de tous ces pays du point de vue intellectuel, éthique et civique, dans l'esprit de l'humanisme ouvert auquel nous sommes tous attachés et dont nos collègues ont souvent été les «témoins» au milieu des épreuves qui les ont marqués profondément.»

André Weiss

membre du Bureau de la FIPF

* Voir la rubrique «Le français dans vos pays, article sur la «Roumanie» p.19

GRECE

Echanges Gréco-Bretons

17 jeunes français au lycée polyvalent de Thessalonique

Dans le numéro 25/26 (décembre 89) de «Echanges», la revue de l'Association des professeurs licenciés de français de la Grèce du Nord, Irène Tsitabani et Evangélie Papaïoannou, membres de l'association et dans la mémoire de beaucoup de collègues, membres du Comité d'organisation du VIIe congrès, relatent l'échange qui a eu lieu entre les élèves du lycée polyvalent de Bréquigny à Rennes et ceux de l'établissement scolaire correspondant à Thessalonique.

Par la découverte de la ville, de ses environs, de tous ces lieux hautement chargés d'histoire, ce fut un autre excellent exemple de cette ouverture sur l'Europe qui est une nécessité de plus en plus présente dans tous les esprits.

GUINEE-BISSAU

Les «T-shirts» parlent français!

«Je parle français. Et toi ?» Telle est la question que posent les maillots en coton que les professeurs de français de l'association de Guinée-Bissau ont fait fabriquer pour encourager enfants et parents à apprendre cette langue.

La toute jeune association affiliée depuis un an à la FIPF et qui comptait une quarantaine de membres fait preuve d'une grande vitalité. Elle publie entre autres, un bulletin qui pour modeste qu'il soit dans son matériau de présentation, est extrêmement bien mis en page, agréable à lire, et contient par ailleurs de multiples articles d'intérêt pédagogique immédiat pour les enseignants de français de ce pays.

Nous avons noté en outre avec intérêt, l'existence d'une émission de français par la radio «Bonjour! Comment ça va?» et nous voulons croire que cette convergence d'efforts ne pourra manquer d'attirer un nombre de plus en plus grand d'apprenants vers la langue française que les lusophones apprennent d'ailleurs généralement avec beaucoup de facilité.

Tous nos encouragements à l'APF-GB !

INDE

Un concert pour la langue française

L'association of Indian Teachers of Franch fait appel au mécénat artistique pour alimenter ses caisses

L'année 1989 a vu se multiplier les activités de l'AITF dans le sens de la valorisation de l'enseignement du français en Inde. Dans un premier temps, il s'agissait d'établir de solides bases financières qui permettent à l'Association de mener son action de façon efficace et indépendante. Par un heureux concours de circonstances, un des plus grands maîtres de violon de l'Inde du sud, Kunnakkudi Vaidyanathan, a donné gracieusement un récital au profit de l'AITF. Ce récital a eu lieu à Pondichéry le 27 janvier 1990 sous la haute présidence du Ministre de l'Education de l'Etat de Pondichéry, Monsieur Joseph Mariadoss. Par ailleurs, à cette occasion, ce dernier a assuré l'AITF du soutien du Gouvernement de Pondichéry devant une assistance très nombreuse et très variée.

Une plaquette sortira bientôt pour marquer cet important évènement. C'est grâce aux opérations de ce genre que l'AITF a su faire face à ses besoins immédiats..

La création d'un centre de documentation à Madras est aussi en bonne voie.

Pédagogie tous azimuths...

L'acquisition d'un ordinateur PC en marque la première étape.

L'Association essaie aussi de mettre en place un projet de formation de professeurs pour des besoins ponctuels. L'élaboration d'un manuel de français (langue étrangère) s'étant avérée impérieuse dans les conditions actuelles de l'enseignement du français en Inde, une équipe de rédaction s'est déjà formée et elle mettra au point un manuel qui correspondrait mieux aux besoins indiens.

L'enseignement du français au niveau des écoles a lui aussi retenu l'attention des membres. Dans le souci d'améliorer les conditions de cet enseignement, l'AITF a créé un sous-comité chargé d'en étudier les problèmes et de suggérer les moyens de remédier aux carences.

Un autre sous-comité est chargé d'étudier dans l'avenir, les projet soumis par les membres afin de les recommander auprès des autorités françaises à New Delhi, pour l'octroi des bourses.

Quant à la revue de l'AITF, un appel vient d'être lancé à tous les membres, sollicitant une plus ample collaboration.

Enfin l'AITF se propose d'organiser un certain nombre de stages, particulièrement un stage sur la civilisation en août/septembre 1990.

MADAGASCAR

«Le français au baccalauréat»

L'orientation de la scolarisation à Madagascar, à en juger par les textes ministériels, devrait permettre une acquisition parfaite du français au niveau des classes terminales.

Dans les faits cependant, l'échec en matière de français est assez ahurissant: 13 % des candidats au baccalauréat seulement peuvent prétendre obtenir une note supérieure ou égale à la moyenne exigée. Cela paraît contradictoire car le baccalauréat est le premier diplôme universitaire qui donne aux scolarisés malgaches (comme partout ailleurs) accès aux établissements supérieurs dans lesquels le français est utilisé comme langue d'enseignement à part entière. A ce stade effectivement l'élève doit avoir une compétence fiable et une performance aisée en français dans la mesure où il est appelé à mettre en

exercice cette langue selon des capacités qui sont le produit d'un minimum de dix années d'apprentissage doublé de quelques trois années de pratique effective.

Apprentissage précoce

Le scolarisé malgache commence à apprendre très tôt le français, dès la classe de T 2 (c'est à dire dès la deuxième année du primaire) et il est supposé parler et écrire correctement cette langue en T 10 (l'équivalent de la classe de terminale). Le français est institué comme unité didactique à raison d'une moyenne de deux heures hebdomadaires au début de son apprentissage, mais ce volume horaire va croissant au fur et à mesure que le niveau d'instruction s'élève. Et dans les classes de préparation aux examens du baccalauréat, l'élève est appelé à effectuer toutes sortes de tâches scolaires dans cette langue qui perd progressivement son statut de simple matière enseignée. Il rédige en français, non sans peine, ses études de textes, ses commentaires, ses dissertations... Il raisonne normalement en français et il fait part de ses réflexions dans cette même langue, car le programme ne se limite plus à de simples connaissances grammaticales.

Si telle est la situation idéale, la situation théorique, la réalité est toute autre, malgré les efforts déployés par les différents responsables de la formation des formateurs: les universitaires ne se contentent pas de constater les lacunes et se sont mis à avoir une participation massive dans les remaniements pouvant améliorer la pratique du français dans les écoles, les stages de recyclage organisés par la F.M.T.F., les rattrapages sous forme de mise à niveau en français dans toutes les disciplines; le MINESEB, le BAL, le CAF, etc... Car il faut avouer que ces efforts destinés à permettre pour ainsi dire une relance du français touchent en priorité les grands centres urbains et n'ont effectivement touché que les zones privilégiées par l'état de leurs routes permettant une libre circulation des informations et des enseignants; ce qui n'est pas le cas pour beaucoup d'endroits difficiles d'accès.

Echec des taux de réussite

La formation initiale est assurée par des instituteurs et institutrices qui ne sont pas seulement responsables des cours de français. Et lorsqu'ils sont en proie à un manque de motivation des

(suite p.14)

élèves alors qu'ils doivent justifier aux yeux de leurs supérieurs et des parents d'un taux de réussite annuelle plus ou moins valable, nombreux sont ceux qui misent sur d'autres matières (comme le calcul, les leçons de chose, les connaissances générales ...) dont le coefficient est bien plus important que celui du français. Il va sans dire qu'une bonne formation linguistique de base est souhaitable, -si l'on veut du moins doter les élèves d'une bonne progression en français-, mais l'horaire au départ trop réduit et la **maigre importance du français** dans la notation générale de l'élève du primaire sont autant de facteurs qui poussent l'enseignant soumis à certaines urgences, par exemple la promotion pure et simple basée sur l'efficacité jugée au taux de réussite de sa classe aux examens de fin d'année, à négliger le français pour lequel les apprenants n'ont déjà pas beaucoup d'entrain depuis qu'il a été question de malgachisation. Les enseignants du primaire n'ont jamais fait preuve de recherche dans les méthodes de transmission du français : comment les adapter ? Comment obtenir des élèves un effort soutenu et un intérêt réel pour cette langue ?... Enseignants et élèves se complaisent à apprendre dans une langue nationale qui ne risque pas de soulever trop de difficultés de compréhension surtout dans des matières qui, de plus, bénéficient d'une notation généreuse.

Une tâche ingrate

Il est pratiquement impossible de convaincre ces deux parties de l'intérêt immédiat du français. Car d'une part enseigner le français est une tâche ingrate dans la mesure où cet effort ne sera récompensé que tardivement, à la fin des années du primaire et du secondaire (où l'enseignant n'aura même plus la chance de savourer ses apports dans la scolarité des candidats au baccalauréat) et posséder cette langue n'est pas non plus payant pour les élèves du primaire d'autre part car ce ne sont pas toujours les meilleurs en français qui sont reçus au C.E.P.E., aux concours d'entrée en classes de sixième ou de troisième, ni même au B.E.P.C. Le système éducatif malgache cache en effet à la suite d'une malgachisation souvent mal comprise, une réelle contradiction. Les deux objectifs qu'ils visent paraissent incompatibles :

-laisser l'élève malgache développer dans un premier temps ses facultés

intellectuelles dans la langue héritée de ces ancêtres,

-le doter plus tardivement d'une langue seconde qui lui ouvrira de nouveaux horizons s'il se destine à une spécialisation de haut niveau.

Le français inutile...

Mais qu'est-ce qui l'oblige à s'intéresser tôt au français s'il n'envisage aucunement d'aller poursuivre ses études à l'étranger, par exemple ? Autrement dit, le français est condamné à être délaissé si, de par la situation matérielle de la famille et de par les capacités intellectuelles de l'élève il n'est pas toujours possible d'envisager une quelconque formation universitaire. Car il y a cinq ans encore, avant que ne soient pris de nouveaux engagements dans la politique d'enseignement du français à Madagascar, le candidat au baccalauréat avait le choix entre les deux langues française et malgache pour sa dissertation. Inutile de préciser que 2 ou 3 candidats par centre seulement optaient alors pour le français. Comme partout ailleurs, malheureusement, le «bachotage» suit son cours et a tendance à être mieux connu autant par les enseignants que par les élèves à Madagascar : à force de situations instables et fluctuantes, il allait s'installer dans les pratiques pédagogiques comme faisant partie des stratégies obligées de tout enseignant perspicace.

Quel'on ne s'étonne donc pas d'avoir un niveau toujours peu satisfaisant en français pour le baccalauréat à Madagascar. Pour être honnête, cinq ans ne suffisent pas à rétablir l'équilibre après les méfaits des exigences paradoxales créées par une **malgachisation mal comprise** et par trop hâtive, une malgachisation qu'on n'a cessé de rattraper et de réajuster, sans compter que nombre d'élèves ont mal vécu ces réorientations (pour ne plus parler de «réformes») lorsqu'ils se sont trouvés à la charnière des différentes politiques de changement en matière non seulement d'apprentissage du français mais aussi de politique d'éducation nationale. Aucune mesure qui puisse faire du français «une langue étrangère à statut privilégié» n'est encore mise en place à proprement parler, à en juger par ces enchevêtrements de réalités psychosociologiques, voire économiques qui bouleversent les efforts toujours accrus des divers responsables.

Mathilde Nivoarisoa Rakotozafy
Université de Tananarive.

PEROU

Premier congrès national

L'association péruvienne des professeurs de langue française (APPLEF) a organisé du 1er au 5 décembre 89, son premier congrès national.

Le Ministre péruvien de l'Education en personne a tenu à saluer les congressistes en réaffirmant la part que la France et la langue française avaient prise au développement historique et culturel du pays et en appelant de ses vœux la croissance de l'échange linguistique et culturel entre les deux pays.

Les actes de cet important congrès ne nous sont pas encore parvenus, mais il faut sans tarder saluer les efforts des collègues péruviens, soutenus par le Bureau d'Action Linguistique ainsi que par l'Alliance Française, pour mettre sur pied ce grand rassemblement national.

Rappelons qu'Hilda Zavalla professeur à l'université pontificale du Pérou est membre du Bureau international de la FIPF et que Mihaela Radulescu, également universitaire, est Secrétaire-générale de la COPALC.

PHILIPPINES

Un club francophone à Manille ?

L'ANPF élargit ses activités dans le domaine socio-culturel.

Au cours de l'A.G de l'Association des professeurs de français aux Philippines (ANFP) qui a eu lieu le 13 juillet 1989, Evelyne SORIANO a été réélue présidente.

Dans le rapport moral 1989: Un séminaire pour les professeurs de français du 20 au 22 mars 1989, une semaine française et un concours d'affiches dans les écoles.

Activités prévues pour 1990:

dîners/rencontres francophones bi-mensuels, projet de lancement d'un club francophone, et activités socio-culturelles.

L'Alliance Française de Manille a renouvelé ses offres de service en locaux et moyens matériels. Un projet d'enquête sur l'enseignement du FLE aux Philippines a également été envisagé, ainsi que la possibilité d'un programme de français à la radio.

PORTO RICO

Francophonie dans la Caraïbe

L'association PORTOPROF de Porto Rico demande, indépendamment de l'association américaine AATF, son affiliation à la FIPF

«Portoprof» est un joli sigle, et prononçable en plus, pour une association de professeurs de français. C'est celui qu'ont adopté l'an dernier, les enseignants de français de Porto Rico qui ont fondé l'association portoricaine des professeurs de français. Son président, le professeur Robert Villanua, vient de présenter la demande d'affiliation de cette toute jeune association à la FIPF.

Qui ne connaît pas la situation de cet Etat aurait pu s'attendre à voir la demande passer par l'association étatsunienne des professeurs de français, mais il faut savoir que depuis 1952, Porto Rico a le statut «d'Etat Libre Associé». Cette situation peut sans doute présenter certains avantages, mais elle présente l'inconvénient de voir toute demande d'aide auprès d'organismes francophones, transiter nécessairement par Washington où les couloirs sont tellement longs... D'où le désir de Portoprof de ne pas avoir d'intermédiaires entre l'association et la Fédération.

Sentiment parfaitement louable et que le Bureau International de la FIPF ne pourra manquer de prendre en considération lors de ses prochaines délibérations.

(Pour en savoir plus sur la situation du français à Porto Rico, se reporter en p.18 dans la rubrique « Le Français dans vos pays».)

REPUBLIQUE DOMINICAINE

Deux grands projets à Santo Domingo

L'Association dominicaine des professeurs de français (ADOMPROF) et le BAL espère la venue du Bus pédagogique et prépare un programme de formation des enseignants.

Dans le numéro 3 d'«Abécédaire», revue de l'ADOMPROF et du BAL de la République Dominicaine, la Présidente de l'Association, Obdulia Garcia, également membre du Bureau exécutif de la COPALC, exprime

ROUMANIE

La coalition pacifique des enseignants

La coalition pacifique des enseignants de français donne naissance à une association roumaine nationale

Dans la lettre n° 45, nous avons informé les collègues de la naissance d'une association de professeurs de français de Bucarest. C'était évidemment une bonne nouvelle, mais dans notre esprit, il ne pouvait s'agir que d'un début.

Notre espoir a été rapidement comblé, puisqu'à la suite de sa visite à Paris, en compagnie de notre correspondante Olga Galatanu, l'Inspecteur de français Dan Ion NASTA qui était à l'origine de l'association de la capitale, vient de nous faire savoir que l'Association Roumaine des Professeurs de Français (ARPF) était désormais créée.

En effet, trois sections régionales sont maintenant structurées, à Brasov, à Maramures et Timisoara; si tout va bien, d'autres naîtront bientôt à Iasi et à Craiova.

La structure mise en place est donc suffisamment étendue, et semble-t-il suffisamment stable, pour qu'une demande d'affiliation soit présentée par le Président Dan Nasta. C'est chose faite depuis la mi-mai, et le Bureau de la FIPF prononcera sans nul doute l'affiliation de l'association roumaine dès la fin juin.

La Roumanie pourra donc être représentée de façon nationale, lors de la rencontre que la FIPF organisera du 15 au 17 novembre 1990 en Hongrie pour les associations d'Europe centrale et de l'Est.

(Pour de plus amples informations sur la situation de l'enseignement du français en Roumanie, voir la rubrique «Le Français dans vos pays» P.19)

l'espoir de voir le Bus Pédagogique parcourir les routes de son pays après avoir sillonné celles du Brésil, d'Argentine, d'Uruguay, ... Elle espère aussi qu'avec l'appui du Ministère français des affaires étrangères, il sera possible de mettre sur pied un programme de formation des enseignants.

Elle résume dans ce même article, ce qu'elle a retenu de marquant des diverses interventions qu'elle a pu entendre au cours de la dernière SEDIFRALE du Brésil:

-Ne pas cantonner l'enseignement de la langue française à la seule dimension littéraire, mais bien prendre en compte aussi la dimension scientifique et technique de haut niveau de la culture française,

-dans l'enseignement, ne pas insister sur le savoir tout court, mais sur le «savoir-faire», c'est-à-dire orienter l'apprentissage vers l'acquisition de connaissances linguistiques pratiques.

C'est ainsi que mettant ces idées en œuvre, la revue «Abécédaire» offre dans son contenu, des fiches pratiques immédiatement utilisables par le professeur en vue d'un enseignement réaliste et pragmatique de la langue.

SUEDE

Aux portes de la francophonie

L'assemblée annuelle a eu lieu le 15 octobre 1989 : Après les actes et l'Assemblée Générale, Ingrid LINDGREN a parlé de la langue comme véritable moyen de communication: «Horizons élargis», conférence suivie d'une discussion sur le thème: «Rencontre avec les immigrés». Le BAL avait offert à tous les participants de cette Assemblée Générale une exposition sur le thème: «Quoi de neuf dans l'enseignement des langues?»

Le bulletin de l'AEFS est sorti 4 fois à 1.100 exemplaires Cette année un comité de rédaction a été formé qui a pour tâche de lire, de choisir et de rédiger le matériel reçu et de rendre compte de son travail devant le Bureau.

Journée des enseignants de français, le 23 et 24 janvier 1989, organisées par le BAL et LMS-Stockolm, avec au programme :

(suite p.16)

Le 23 janvier : les Prix littéraires. Conférence très appréciée de Monique RASK : «La traduction littéraire du suédois au français».

Le 24 janvier : Conférence très intéressante de Lucette NOBEL de l'Ambassade du Canada : «Aspects du Canada et promenade à travers le vieux Montréal».

Du 12 au 16 avril 1989 : Le théâtre du Maquis a fait une tournée d'une dizaine de représentations dans les écoles de Stockholm et de la banlieue, entre autres, au Lycée St Louis et à l'Université d'Uppsala.

Le 20 mai 1989 : Séminaire avec une conférence «Burkina-Faso: un carrefour de la culture de l'Afrique Occidentale».

Le 9 février : Séminaire sur «La dimension européenne dans l'enseignement» au cours du Congrès de l'Education Nationale sur «L'enseignement secondaire de l'avenir».

Le Comité pour la collaboration nordique des professeurs de français a été fondé en 1984 à Copenhague. Ingrid Broberger et Halina Brzezinska ont participé en tant que représentantes de l'AEFS à la réunion du NSF à Helsingfors, sous la présidence de Anja-Liisa Alanko qui vient d'être élue à la tête de l'AEFF en Finlande.

Formation Continue

Le stage du Crau du Sapt à Vanosc est toujours très apprécié.

Deux collègues ont participé cette année encore au stage du Togo.

Echanges

L'AEFS a l'intention de continuer ses efforts pour organiser des échanges franco-suédois au niveau de l'enseignement et de la formation continue.

En collaboration avec l'Institut français, l'AEFS a invité des lycéens suédois à passer un an dans un lycée français avec une famille-hôtesse où ils passent le week-end. Le programme s'appelle «Education Européenne» et a intéressé une quarantaine de jeunes qui ont commencé leur année en France.

Les bourses d'études de la Fondation Suède-France ont été cette année distribuées à des élèves de français. L'AEFS est représentée au Conseil d'Administration de la Fondation par deux de ses membres directeurs et par un membre ordinaire.

Activité informative

L'AEFS continue son travail d'information sur les conditions de travail au niveau de français B et C et cherche des solutions et les

améliorations pouvant y être apportées. L'AEFS a envoyé sa documentation à la Direction Nationale suédoise des Universités et des Ecoles Supérieures sur ce qui se fait pour obtenir une meilleure proportion hommes/femmes dans les études de français.

TCHÉCOSLOVAQUIE

Deux associations en gestation

A Prague comme à Bratislava, les professeurs de français se regroupent en associations.

Depuis que la Tchécoslovaquie a réussi sa «révolution tranquille» et que le Printemps, enfin permanent, fleurit à Prague, les enseignants de français souhaitent entrer dans le mouvement associatif national et international.

Par de nombreux contacts qu'ils avaient eus ces dernières années avec la FIPF soit dans le pays, soit au cours de rencontres à l'extérieur, à Thessalonique puis à Grenoble entre autres, par le fait que notre fédération a toujours eu dans ce pays des correspondants fidèles, il paraissait évident que dès que les circonstances politiques le permettraient, les enseignants de français de ce pays souhaiteraient se constituer en association.

La chose est maintenant en train de se faire, et tant de Prague où est en train de se constituer l'association tchèque, que de Bratislava où se fonde l'association slovaque, nous parviennent de bonnes nouvelles. A Prague, ils sont déjà plus de cent à avoir manifesté leur intérêt pour cette initiative, et ils sont probablement autant à Bratislava ; nous pouvons donc espérer pouvoir inscrire bientôt sur la déjà très longue liste des membres de la FIPF (107 dans 72 pays!) deux associations et un pays supplémentaire.

Des représentants des deux nouvelles associations seront, nous l'espérons, présents au colloque sur le mouvement associatif des enseignants francophones en Europe centrale et de l'Est qui se tiendra les 15, 16 et 17 novembre 1990 dans un château des environs de Budapest.

(Cf. la chronique «les grands desseins de la FIPF p. 4).

L'Amitié / Friendship

Signalons enfin pour conclure que «L'amitié/friendship», le vaillant petit journal des écoles de Slovaquie grâce auquel nous avons pu, tout au long de difficiles années, conserver un regard sur l'enseignement dans ce pays, vient de publier dans son numéro de mars 90, un agenda récapitulatif des événements de novembre dernier, de cette révolution que le rédacteur qualifie de «révolution tendre ou veloutée», et qui se termina le 12 décembre par la présentation du nouveau gouvernement slovaque par le nouveau premier ministre. Ce genre de rubrique n'avait guère cours dans les précédents numéros, et ceci laisse bien augurer de l'avenir pour ce petit journal.

URUGUAY

1er congrès national des professeurs de français

Le GREDIFLE, groupe de recherche en didactique du français langue étrangère, prépare par une série de rencontres, le 1er congrès national des enseignants de français.

Compte rendu des activités du groupe pendant l'année 1989 et projets pour 1990 :

Février 89 : organisation et planification des journées pédagogiques à réaliser au mois de mars, avant la rentrée.

Mars : dans le lycée «Hector Miranda» de la capitale, avec l'appui et la participation de l'Inspection de français et du BAL, réalisation de ces journées. Plus de deux cents professeurs de tout le pays ont participé aux trois ateliers prévus.

Mai : participation de professeurs du GREDIFLE à un stage organisé par l'Inspection de français et le BAL à l'Association Cristiana de Montévidéo pour des professeurs débutants.

Juin : participation de vingt professeurs aux SEDIFRALE 7 à Belo Horizonte (brésil) avec l'appui du BAL. Présentation de communications, «La littérature dans l'enseignement secondaire», «Le petit prince» (Réflexion et interprétation des adolescents uruguayens), «Vous avez toujours peur de la technologie»,... Présentation à la COPALC d'un projet d'enseignement à distance pour la formation et le perfectionnement des professeurs de français.

Juillet : élaboration et distribution du

UNION SOVIETIQUE

Union de tous les enseignants de français de l'Union

L'Association des professeurs de français d'Union soviétique, APFURSS, créée en décembre dernier, demande son affiliation à la FIPF.

Le Secrétariat général de la Fédération a reçu début mai, la demande d'affiliation de l'Association des professeurs de français en URSS. Cette demande était à la signature du nouveau président, vice-recteur de l'Institut Maurice Thorez pour les langues étrangères de Moscou.

Ceci est l'aboutissement d'une longue histoire dont il convient de rappeler brièvement les principales étapes:

Malgré la présence de certains professeurs d'Union soviétique aux divers stages pédagogiques et linguistiques organisés par les universités françaises en été depuis des années, malgré les remarquables connaissances tant linguistiques qu'historiques, culturelles ou pédagogiques dont faisaient montre ces professeurs de français dans le domaine de la langue et de la civilisation française, la FIPF n'avait jamais réussi à obtenir la présence de représentants de cette partie du corps enseignant soviétique à aucun de ses congrès mondiaux.

Pierre Alexandre avait, à la demande du Bureau International, participé en 1983 à un voyage dans ce pays pour tenter de convaincre les enseignants soviétiques de venir partager avec leurs collègues du monde entier, leur savoir et leurs grandes compétences. Peine perdue! Il n'y avait aucun représentant de ce grand pays au VI^e Congrès mondial à Québec.

Le Bureau International renouvelant son vœu à l'égard des pays de l'Est permit à l'actuel Secrétaire général de la fédération de se rendre à l'automne 1987 à Moscou de nouveau. Fut-ce l'effet de la perestroïka alors à ses débuts,

ou un bienheureux hasard? Toujours est-il qu'une entrevue avec la Vice-Ministre de l'Education permit à Jean Souillat d'obtenir un accord pour la participation de professeurs soviétiques de français au VII^e Congrès à Thessalonique. Nous nous devons de souligner ici l'extraordinaire soutien dont la FIPF a alors bénéficié de la part du Secrétaire général adjoint de l'Association France-URSS, qui, grâce à sa prodigieuse connaissance du monde soviétique en général et moscovite en particulier, a rendu ces contacts possibles.

Les deux collègues présents à Thessalonique, après de remarquables interventions, s'avouèrent impressionnés par la qualité des contacts qu'ils avaient pu avoir en cette circonstance et plaidèrent vigoureusement auprès de leurs autorités de tutelle pour qu'une association soviétique soit enfin créée. L'Institut des langues étrangères Maurice Thorez fut chargé par le Comité d'Etat pour l'Education nationale de jeter les bases de cette association. Après un nouveau voyage de Jean Souillat à Moscou en mai 89, l'association pourvue de statuts adéquats fut officiellement lancée le 16 décembre 1989 au cours d'une réunion de tous les chefs des départements de français des universités soviétiques.

De fait, selon les informations reçues, l'association aurait déjà reçu plus de 3000 demandes d'inscription et compterait des adhérents en Biélorussie, Ukraine, Géorgie, Moldavie, Azerbaïdjan, Arménie, Kazakhstan.

Saluons donc l'arrivée d'une aussi vaste association au sein de la grande famille internationale des enseignants de français. ■

deuxième bulletin.

Septembre-Octobre : réalisation d'un stage de formation pour des professeurs débutants à Durazno, avec l'appui du BAL. Participation au stage de formation organisé par l'Inspection de français et le BAL au lycée «Santo Domingo».

Octobre : Organisation d'un stage long de formation de professeurs débutants, avec la collaboration du BAL, au lycée «Santo Domingo».

Octobre-novembre : visites à tous les groupes politiques uruguayens face au projet de changement du statut du français dans les programmes de l'enseignement secondaire et présentation d'un document de réflexion sur la place des langues étrangères dans le curriculum.

Décembre :

-visite aux responsables argentins du programme de formation à distance de professeurs de français avec l'appui du BAL de Montévidéo.

-Lancement d'une enquête auprès

des professeurs de l'intérieur du pays afin d'établir le cours de formation à distance sur des bases réelles.

-Assemblée Générale du GREDIFLE, tenue le 16 décembre : présentation du bilan de l'année, choix des activités pour l'année 1990.

Au niveau de la formation : stages de formation continue à Montévidéo et en province et cours de formation à distance pour les professeurs débutants.

Au niveau de la recherche : la réalisation d'un premier congrès de professeurs de français en mai 90.

Le congrès

Le projet le plus ambitieux, celui du premier congrès de professeurs de français de l'Uruguay est déjà en marche et le GREDIFLE a reçu l'adhésion enthousiaste d'un bon nombre des enseignants du lycée français, de l'Alliance française, des

collèges privés et de l'enseignement secondaire officiel.

Grâce à l'appui des Services culturels et du BAL de l'Ambassade de France, il y aura une exposition culturelle, scientifique et technique dans le Hall du Centre de Conférences de la Mairie de Montévidéo, siège du congrès et le GREDIFLE pourra compter sur la présence de missionnaires français comme conférenciers et animateurs d'ateliers.

La présence de la FIPF-COPALC, sera assurée par Mme Lola Arrospide qui a promis un rapport sur la réunion du Comité exécutif en Martinique;

N.D.L.R. : A l'heure de la publication de la présente lettre, le premier congrès national est maintenant terminé, et nous espérons pouvoir en donner des échos dans le prochain numéro. Nous espérons également que ce congrès aura été l'occasion de dépasser les différents institutionnels, et de retrouver l'unité dans l'action en faveur du français.

(Suite p.18)

LE FRANÇAIS EN B.D

CENTRAFRIQUE

*La revue «BALAO »
est un instrument important de
diffusion du français
en République Centrafricaine*

Contrairement aux revues Kouakou et Calao qui sont elles aussi destinées aux élèves du continent africain, la revue Balao n'est pas imprimée en Europe, mais bien dans le pays centrafricain lui-même, pour être diffusée immédiatement jusque dans les villages les plus reculés.

Production d'aspect modeste de l'Institut National de Recherche et d'Action Pédagogique INRAP de Bangui, Balao fait paraître chaque trimestre, un numéro thématique consacré au milieu naturel où vivent ses lecteurs: un numéro est consacré aux poissons: Il débute par une courte histoire illustrée par une bande dessinée, sur des bandits qui empoisonnent un cours d'eau; il élargit ensuite son objet à une liste illustrée des principaux poissons des rivières locales, passe en page suivante à la pisciculture, etc.. Si le numéro est consacré aux animaux, il procédera de la même manière: la bande dessinée est consacrée au braconnage et à l'extinction de certaines espèces de gros gibier. Les articles suivants donnent une description des animaux, les possibilités de lutte contre les braconniers,...Un numéro a été consacré à la conservation du bois ..

Chaque numéro met l'accent sur l'écologie, les beautés de la nature environnante et la nécessité de la préserver. Chaque sujet abordé l'est de manière pragmatique, simple, et susceptible d'être immédiatement compris par tous. La diffusion de la revue est également un modèle du genre car Balao accorde une réduction tarifaire à ses distributeurs, écoliers et étudiants pour la plupart, et la distribution dépasse ainsi largement le cadre de la capitale.

Ce type d'action éducative, simple, attrayante et relativement peu onéreuse est à recommander comme moyen de diffusion d'une langue française particulièrement bien adaptée aux besoins du milieu.

(Revue BALAO, Institut national de recherche et d'animation pédagogique INRAP - B.P 921- BANGUI. République Centrafricaine.)

LE FRANÇAIS RETROUVÉ

CAMBODGE

*Le ministère cambodgien de
l'Education remet le français au
programme pour la première fois
depuis 15 ans*

D'après des informations rapportées par un des professeurs du CIEP de Sèvres au retour d'une récente mission au Cambodge, le Ministère de l'Education de ce pays vient de décider de réintroduire un enseignement de cette matière dès la prochaine rentrée scolaire, sur les bases suivantes:

- Classes de 6e et 7e : 5 heures
- 8e et 9e : 4 heures
- 10e : 3 heures
- 11e : 2 heures

sur deux périodes de quatre mois et demi séparées par quinze jours de vacances.

Bien que les jeunes soient plus naturellement portés vers l'anglais qui permet un contact, en particulier commercial avec les pays voisins, le français reste, et c'est un avantage essentiel, indispensable pour accéder à l'Université où il reste langue d'enseignement, conjointement bien sûr avec le Khmer.

Par ailleurs, il est plus facile pour l'instant de recruter des enseignants francophones qu'anglophones parmi les cambodgiens, et d'après les dernières informations, 70% des écoles concernées auraient choisi le français comme langue vivante contre 30% pour l'anglais.

Les deux problèmes aussi graves qu'urgents qui se posent dans ces conditions sont:

-La formation accélérée de promotions adéquates d'enseignants de français,

-La rédaction rapide d'un manuel d'enseignement adapté aux nécessités cambodgiennes.

Dans ce domaine, est prévue

- dès la rentrée 90, la diffusion d'un matériel provisoire pour la 6e, couvrant en particulier la période d'apprentissage de la lecture/écriture,

- en septembre 91, la publication définitive de l'ouvrage pour la 6e, avec l'élaboration progressive et l'expérimentation du livre destiné à la classe de 7e.

Il était grand temps que la France fasse enfin quelque chose pour soutenir l'enseignement du français au

Cambodge, sinon cette langue et cette culture françaises encore si profondément implantées dans le cœur et l'esprit de tant de dirigeants actuels, malgré les aléas d'une histoire cruellement récente, risquait de disparaître rapidement et définitivement de cette partie du monde.

(d'après les notes de mission
d'Annie Monnerie - CIEP)

SURVOL DU FRANÇAIS

PORTO RICO

*Le français n'est plus tout-à-fait
une langue étrangère à Porto
Rico, mais il demeure encore
«une langue étrange».*

C'est ainsi que Robert Villanua, professeur de français à l'Université de Porto-Rico et président de l'association portoricaine «Portoprof», considère la situation actuelle du français dans cet Etat américain qui possède le statut assez ambivalent «d'Etat Libre Associé».

L'espagnol est bien évidemment la langue maternelle de cet Etat, mais l'anglais y est enseigné dès l'école primaire et le français arrive donc en 2e langue étrangère. Il faut cependant se rendre à l'évidence d'après l'auteur, et constater qu'en dépit de plus d'une dizaine d'années d'enseignement de l'anglais, les portoricains sont en règle générale, presque incapables de se servir valablement de cette langue, sauf bien sûr s'ils sont amenés à l'utiliser dans leurs obligations professionnelles: d'après une enquête menée à Porto Rico, après douze années d'école publique, 45% d'une population alphabétisée dite bilingue, n'ont aucune compétence communicative en anglais. Par contre nombre d'étudiants de l'université reconnaissent avec un sourire amusé, qu'après une année de cours intensifs, ils se sentent beaucoup plus à l'aise dans la langue de Victor Hugo qu'après douze années d'enseignement traditionnel dans celle de Shakespeare.

La conclusion de Robert Villanua est que la langue française a décidément une carte à jouer dans ce pays: la demande y est forte, et la perception de la communauté francophone y est plutôt bienveillante, ce qui n'est pas forcément l'attitude envers l'anglo-américain. Malheureusement, des conditions

diplomatiques font que les services consulaires français ne font pas preuve d'un dynamisme propre à soutenir l'effort de ceux qui souhaitent aider à la diffusion de la langue française dans cet Etat. Il est bien regrettable par exemple, que les liaisons avec les Antilles françaises ne soient pas plus faciles et plus régulières!

(Commentaires d'après un article de Robert Villanua publié dans «Trêfle» N°12 (mai 90), la revue de l'ANEFLE

Association nationale des enseignants de français langue étrangère.

Signalons également que Robert Villanua est président de l'association portoricaine des professeurs de français PORTOPROF fondée en 1989, et qu'il vient de présenter une demande d'affiliation à la FIPF (cf. Rubrique «Associations» p.15).

LE FRANÇAIS EN TÊTE

ROUMANIE

Selon les informations transmises par la toute récente association roumaine, le français est la première langue étrangère du pays

Dans un rapport qui vient de parvenir au Secrétariat général, le Président de l'ARPF, monsieur Dan Nasta donne de nombreuses informations sur la situation de l'enseignement du français dans son pays. Nous en extrayons les principaux passages:

«Le système d'enseignement était/est organisé de la façon suivante:

-Pré-scolaire,

-Primaire: Classes I à IV,

-Gymnase: Classes V à VIII,

-Lycée 1er cycle: Classes IX et X,

-Lycée 2e cycle: Classes XI et XII.

L'enseignement primaire est généralement enclavé dans les gymnases, ce qui donne le type le plus répandu d'école roumaine: Scoala generala ou clasele I- VIII.

En raison du nombre d'apprenants, de la densité des localités urbaines et des moyens matériels existants, l'enseignement du lycée premier cycle (clasa IX-clasa X) peut être dispensé dans des gymnases dits «à classes affiliées».

Quant au profil des lycées, que l'on s'apprête à modifier, on notera l'existence de lycées d'enseignement

technique (lycées industriels, agro-industriels, agro-sylvicoles,...), de lycées spécialisés, (professions de santé, artistiques, ou pédagogiques), et de lycées d'enseignement général ou théorique (Maths-physique, sciences nat., philologie/histoire,...).

L'enseignement de deux langues modernes est obligatoire. C'est un enseignement extensif, dispensé aux élèves au long de 8 années d'apprentissage pour la 1ère langue étrangère (Niveaux V à XII), et de 7 années pour la 2e (niveaux VI à XII) avec deux heures hebdomadaires pour les niveaux XI et XII.

En ce qui concerne les établissements scolaires, selon les statistiques officielles, il y avait en Roumanie, avant la révolution de Décembre, 28.965 unités d'enseignement, dont 12.811 écoles maternelles, 14.076 écoles primaires et gymnases, et 2.030 lycées de toute nature.

Il est à noter également que les langues vivantes enseignées dans les écoles roumaines sont l'anglais, le français, le russe, et l'allemand. A l'échelon national, le nombre d'enseignants de français est légèrement supérieur au nombre d'enseignants d'anglais et de beaucoup supérieur au nombre d'enseignants de russe ou d'allemand. Pour avoir un ordre de grandeur, retenons qu'à Bucarest, ainsi que dans la région limitrophe, 440 professeurs de français sont en poste si l'on compte également les postes à mi-temps.»

Un retour au pays

Avec l'accord de l'association des professeurs de lettres (APL) nous reproduisons quelques extraits du rapport d'un collègue français d'origine roumaine, sur un récent séjour qu'il vient d'effectuer dans son pays d'origine :

«L'organisation de l'enseignement en cycles n'est pas très éloignée de celle que l'on connaît en France : 4 ans pour l'école primaire, 4 ans pour le collège, 4 ans pour le lycée...

L'enfant de 7 ans arrive en «première» sans savoir, en principe lire ni écrire... Quatre ans plus tard, ... le même enfant passe en «cinquième». ... Il commencera aussi, chose importante, une langue étrangère, le choix étant, en gros, entre le français et l'anglais. L'horaire hebdomadaire est de deux heures, je dis bien deux heures de cours, ramenées à une seule dans les dernières années du lycée. Les méthodes employées sont évidemment, pour des

raisons matérielles, fort éloignées de ce que je vois pratiquer dans nos collèges... moyenâgeuses, elles le sont, c'est vrai, mais cela marche, ainsi que nous avons pu, par millions, le constater, même si cette réussite ne tient pas uniquement à l'efficacité pédagogique. Essayons en effet, de chercher les causes réelles de la réussite de l'enseignement roumain...

Les raisons d'une réussite

Je verrai, comme première raison, des rythmes scolaires vrais : l'écoulement du primaire finit sa journée à midi, et dispose de tout l'après-midi pour faire des activités extra-scolaires si sa famille fait partie de la nomenclature politique ou intellectuelle ; s'il est «normal», et bien, il pourra tout bonnement faire ses devoirs tranquillement, ensuite lire, jouer, être avec les siens, vivre son enfance...

Le grand lycéen, lui finira au plus tard à 14 heures, et pourra donc préparer sa journée du lendemain. Toujours dans les rythmes : le découpage des trimestres est respecté, et correspond à la réalité...

Autres raisons possible de la réussite: le professeur bien que chargé de classes nombreuses (nous étions 46 tout au long de mes années de lycée), n'est pas tenu, ni par les instructions officielles, ni par le poids de ses supérieurs, ni par la pression des associations de parents d'élèves, d'être ce qu'est, d'après mes propres constatations, le professeur de français en France ; un marathonien des copies, dont le nombre peut aller jusqu'à quelques milliers par trimestre!...La note de la composition trimestrielle, «teza» porte sur toutes les leçons parcourues ; la «teza» entre pour la moitié dans le calcul de la moyenne, quel que soit le nombre de notes obtenues par ailleurs ; il n'y a pas de rattrapage possible, les élèves le savent et essayent de bien réussir cette épreuve. Le professeur roumain peut donc se consacrer davantage au contenu de ses cours...

Les manuels

Pour rester un peu dans le domaine des outils pédagogiques, considérons les manuels. Comme on peut s'y attendre, il sont uniques, identiques sur tout le territoire, pour des raisons évidentes d'économie et de centralisme. Cela engendre toute fois un effet positif: tout le monde fait la même chose, de la même façon et dans le même ordre... Ces manuels sont également «légers», et j'entends par là qu'ils n'ont pas la taille éléphantesque qu'on trouve

parfois chez nous... Combien de textes ferai-je, parmi les 122 textes de mon livre de troisième, en 35 semaines de cours? L'élève roumain, par contre, lira tout son manuel, et tous les élèves de son niveau feront comme lui....

Autre facteur, qui peut paraître mineur au premier abord, de réussite dans l'étude des langues étrangères : pour des raisons d'économie, les films qui passent au cinéma ou à la télévision sont présentés en version originale : il y a là un apprentissage non négligeable de la lecture rapide, mais aussi une imprégnation, inconsciente d'abord, puis de plus en plus réfléchie, par la fréquentation de la langue du film....

Pour finir, une raison qui me paraît parmi les plus fortes et les plus efficaces: le jeune Roumain est condamné à réussir tout simplement parce qu'en dehors des études supérieures, il sait que son horizon sera confiné à la betterave ou à la fraiseuse: s'il veut ne pas finir ainsi, il faut qu'il réussisse ses examens!...

Le système éducatif roumain est sinon répressif, du moins très peu permissif, et laisse peu de place à ceux qui n'entrent pas parfaitement dans le moule prédéfini. Mais son histoire est encore en marche : souhaitons que, du monde occidental, il emprunte l'esprit de tolérance et d'ouverture, mais pas le laxisme.

Vladimir Florea
(Extrait du bulletin de l'APL : mars 1990)

LE FRANÇAIS PARENT PAUVRE

TURQUIE

Seuls les lycées d'Anatolie maintiennent une tradition d'enseignement de la langue française

Notre collègue Eduardo Nsue Ovono de Guinée Equatoriale, a effectué un voyage de 10 jours en Turquie, en compagnie des stagiaires de l'Institut International de Planification de l'Education. Nous extrayons du rapport qu'il nous a fait de sa visite, ce qui a trait à l'enseignement du français dans ce pays.

La Turquie a incontestablement réussi à relever son taux d'alphabétisation: celui-ci était en 1985, de 85 % de la population; par ailleurs, depuis cette date, 25 universités ont été établies dans tout le pays, en plus des centres d'Istanbul et d'Ankara. Malgré cela, nous avons été frappés par le taux de chômage extrêmement élevé, et qui frappe surtout les jeunes puisque plus de 52% des sans-emplois ont moins de 25 ans. Cette situation est entre autres choses, imputable au fait que la scolarisation au delà du primaire reste encore relativement faible: en effet, alors que l'enseignement primaire est

obligatoire et dispensé gratuitement dans les écoles d'Etat, 55% seulement de la tranche d'âge concernée poursuit ses études au-delà de ce niveau. Le nombre d'établissements scolaires passe ainsi de 48.000 dans le primaire à 5.100 seulement dans le secondaire.

Dans ce contexte, il est intéressant de s'attarder sur le rôle des lycées anatoliens: couvrant le premier et le deuxième cycle du secondaire, ils ont pour mission de renforcer l'étude des langues étrangères. 70% de l'enseignement, en particulier en sciences et en mathématiques, se font dans une langue étrangère. Le plus souvent il s'agit de l'anglais, mais il existe également des lycées anatoliens qui enseignent en français. Ces efforts remarquables sur l'ouverture aux langues étrangères viennent du fait que la Turquie les perçoit comme une connaissance indispensable pour les contacts qu'elle ne saura manquer d'avoir avec la Communauté européenne, qu'elle en devienne membre ou non. Malheureusement, il semble que les besoins dans ce domaine soient tels que le nombre d'enseignants qualifiés dans ces disciplines, est insuffisant. Faudra-t-il recourir à des programmes d'échanges et à l'aide de professeurs étrangers? Si oui la FIPF devrait, en ce qui concerne l'enseignement du français, avoir un rôle de consultant dans la mise en place d'une telle opération. ■

••••• Français dans le monde et Légion d'Honneur •••••

••• André Reboullet, ancien rédacteur en chef de la revue bien connue «Le Français dans le monde» reçoit la Légion d'Honneur. •••

••• Le Jeudi 10 mai 1990, André Reboullet, ancien rédacteur en chef du «Français dans le monde», revue de la maison Hachette consacrée au français langue étrangère, et bien connue de tous les professeurs de français du monde entier, a reçu de la main du Recteur Gérard Antoine, les insignes de Chevalier dans l'ordre de la Légion d'Honneur.

••• Si nous nous faisons l'écho de cette décoration, c'est qu'au terme de plusieurs décennies consacrées à la cause de la langue française et de sa diffusion dans le monde, André Reboullet compte d'innombrables amis parmi les professeurs de français, et tout particulièrement au sein de la FIPF.

••• Ancien élève de l'Ecole normale supérieure de Saint Cloud, il fut pendant 10 ans proviseur du lycée français de Santiago du Chili, puis, de retour en France, Directeur adjoint du BELC, pour prendre enfin, il y aura bientôt trente ans, la responsabilité d'une revue dont le lancement n'était sans doute pas évident: «Le Français dans le monde».

••• Il fut par ailleurs, comme tant d'esprits courageux et enthousiastes, fondateur et animateur de plusieurs associations dont celle des professeurs de français en France, devenue plus tard l'Association française des enseignants de français (AFEFF).

••• Comme le savent les lecteurs attentifs de la « Lettre de la FIPF », André Reboullet a été parmi les fondateurs en Décembre 1987, de la Société internationale d'histoire du français langue étrangère ou seconde (SIHFLES), dont il est encore vice-président.

••• Dans son allocution de remerciements au Recteur Antoine et à ceux par qui il avait obtenu cette décoration, il n'a pas omis de mentionner avec beaucoup de chaleur et d'émotion, les professeurs de français, et en particulier ceux de l'Etranger. La revue «Le français dans le monde» nous a volontiers autorisés à reproduire cet extrait de son discours, qui, nous en sommes sûrs, sera apprécié comme il se doit par tous nos lecteurs.

(voir Kaléidoscope p.12)



Supplément à la Lettre de la FIPF N° 46 - juin 1990

Francophonie

"ECHOS"

**LA REVUE "ECHOS" PUBLIE
UN NUMÉRO SPÉCIAL «FRANCOPHONIE»**

La revue bien connue du Centre International d'Etudes Pédagogiques de Sèvres publie un numéro spécial sur la francophonie

Le numéro 56 de la revue «Echos» à laquelle sont abonnés nombre de lecteurs de la Lettre, est consacré au thème particulier de la francophonie. Divisée en trois parties principales, la revue nous convie à un tour du monde francophone:

-L'état de la francophonie, avec des articles de Roger Pilhion, Olga Macuk, Pierre Alexandre, Max Egly et Anne Caboche,

-Cultures francophones, avec des articles de Jean-Louis Joubert, Laurette Barboni, Dominique Rolland, Louis-Jean Calvet et Catherine Morand,

-Témoins et témoignages, articles ou entretiens avec Georges Schéhadé, Tchikaya U'Tamsi, Jacques Godbout et Claude Kayat.

On se rend compte, à la lecture de ce numéro, de la richesse que recèle la francophonie, car bien que traitant d'un sujet déjà exploré par des dizaines et des dizaines d'acteurs de cet univers, la revue apporte encore bien des éclairages nouveaux sur l'action qui développe ce monde francophone, et sur la manière dont cette action est perçue par ceux qui le construisent comme par ceux qui l'habitent.

Hormis l'information générale sous forme de statistiques ou d'enquêtes sur le monde de la francophonie, les enseignants de français retiendront sans doute l'article de Pierre Alexandre, ancien Secrétaire général de la FIPF, sur la décision prise par les membres du Sommet de considérer l'édu-

cation et la formation comme «domaine stratégique». Cette décision est sans doute, selon l'auteur, et malgré les apparences, celle qui est probablement la plus lourde de conséquences pour les pays francophones du Sud: en effet, *«elle leur ouvre la possibilité, à terme, de s'approprier les savoirs qui fondent jusqu'à maintenant la supériorité du Nord»*.

Dans un autre domaine, il conviendra de réfléchir à la manière dont Tchikaya U'Tamsi évoque ses «racines multiples», en francophone parfaitement à l'aise, tout en étant plus congolais que les Congolais, en étant *«comme le fleuve Congo qui entre sa source et la mer traverse des pays, reçoit des sources, des petites rivières, des eaux de pluie... Comme pour lui, ma source est indéfinissable, et d'ailleurs, je ne veux pas la définir car si je devais m'identifier quelque part, je n'aurais plus tellement de raisons d'exister»*.

Bref, il convient qu'«Echos» trouve un public le plus large possible parmi tous ceux, et ils sont nombreux, qui s'intéressent à la francophonie.

(Commande à adresser à «Echos»: CIEP, 1, avenue Léon Journault, F-92311 Sèvres Cedex).

FRANCOPHONIE ET CODÉVELOPPEMENT

**QUEL DÉVELOPPEMENT ? CELUI DE
L'ESPRIT, OU CELUI DE L'ESPÉRANCE DE VIE ?**

Jean Tabi-Manga, Directeur de l'Ecole Normale Supérieure du Cameroun, vient de publier un court ouvrage sur «Francophonie et codéveloppement».

Le livre s'ouvre sur cette citation de Michel Guillou et Arnaud Littardi: *«Au nom de la culture*

francophone, il est impossible d'en rester au commerce de l'esprit lorsque la faim, la maladie, la misère touchent la majorité des pays d'expression française. Francophonie et aide au développement sont donc inséparables «.

Dans ce livre, l'auteur, professeur de français à l'Université de Yaoundé se propose d'expliquer pourquoi, à l'heure actuelle, la problématique linguistique, à savoir la défense des positions de la langue française et la promotion de son image dans le monde, ne semble plus constituer la priorité absolue, et pourquoi il convient de dépasser cet objectif strictement linguistique au regard des enjeux technologiques et de développement.

Tout au long de l'ouvrage, Jean Tabi-Manga s'attache à montrer que la francophonie est un pont, un véritable pont de solidarité entre le Nord et le Sud francophones. La construction de ce pont ne pourra être achevée que si la francophonie sait s'adapter avec souplesse à l'environnement actuel pour mieux répondre aux attentes des différents partenaires.

(«Francophonie et codéveloppement», publication du Centre International de la Langue Française -CILF-, 103 rue de Lille, 75007- Paris)

Une frontière linguistique franco-belge

FRANCOPHONIE ET TERMINOLOGIE

LES TERMES NOUVEAUX PUBLIÉS EN FRANCE AU JOURNAL OFFICIEL APRÈS AVOIR ÉTÉ HOMOLOGUÉS PAR LE CONSEIL INTERNATIONAL DE LA LANGUE FRANÇAISE (CILF) SONT-ILS REJETÉS EN BELGIQUE ?

Le seul décret sur la langue française dont dispose la Belgique (Décret Spaak) a été récemment exhumé discrètement, selon ce que révèle le N° 23 de «Questions de français vivant», revue de la maison de la Francité à Bruxelles, pour voir si les milliers de mots techniques adoptés ces derniers temps par le CILF et publiés au Journal Officiel de la République française devaient à nouveau être passés au crible du Conseil de la Communauté française de Belgique. Nombreux sont ceux qui, comme J. Derain, pensent que les termes adoptés par la France devraient avoir cours immédiatement en Belgique, et que la prise en compte des données linguistiques propres à la Communauté française de Belgique devrait résulter de la participation d'experts belges aux travaux des commissions françaises de terminolo-

gie. Il semble en effet évident que la multiplication des cribles ne facilite pas l'adoption rapide des termes nouveaux dont la langue, technique en particulier, a parfois le plus urgent besoin, et qu'à défaut de pouvoir recommander un terme précis en français, les responsables linguistiques voient souvent les utilisateurs aller piocher selon leurs besoins, dans le sac toujours plein de l'anglo-américain.

LES DÉFIS DE LA FRANCOPHONIE

CHRISTIAN VALENTIN FORMULE LES DÉFIS DE LA DERNIÈRE DÉCENNIE DU XXE SIÈCLE

La revue "Langue et société", revue bilingue (français-anglais) du Commissariat aux langues officielles du Canada s'intéresse, après le Sommet de Dakar, au projet francophone africain: «la cohabitation des langues nationales et du français». Elle présente un texte du Sénégalais Christian Valentin, président du Comité international du Suivi (CIS), qui formule les objectifs de la décennie 1990-2000 en douze défis :

le défi du multilinguisme, le défi du français dans le monde d'aujourd'hui, le défi du français scientifique, le défi de l'information scientifique et technique, le défi de la recherche, le défi de l'excellence, le défi de l'éducation moderne, le défi de l'enseignement du français, le défi de l'édition du sud, le défi de la production audiovisuelle, le défi de l'informatique, le défi de la communication.

"Langue et société" (n° 28, automne 1989)

FRANCOPHONIE AFRICAINE

LE FRANÇAIS «MÉTRO» AU BURKINA.

Comme la plupart des Etats de l'Afrique de l'Ouest, la Haute-Volta devenue en août 1983 le Burkina Faso, est un pays plurilingue où le français, langue officielle héritée de la colonisation, s'est surajouté à une soixantaine de langues nationales. Langue quasi-exclusive de l'administration, il véhicule la totalité de l'enseignement et domine le secteur des médias. Mais le faible développement de la scolarisation (taux de 1983: 16,5%) en limite la diffusion à une partie restreinte de la population puisque l'apprentissage du français se fait surtout en milieu scolaire.

Suzanne Lafage a dirigé l'équipe de recherche qui a recueilli les particularités lexicales du fran-

çais au Burkina Fasso de 1977 à 1980 et c'est le dictionnaire qui répertorie leurs observations qui constitue le numéro 6 du Bulletin de l'observatoire du français contemporain en Afrique noire (1985-1986, édition Didier-Erudition). L'ouvrage poursuit avant tout un but scientifique et passionnera les linguistes, mais il est d'une consultation agréable pour tous les amis de la langue française intéressés par les variations sémantiques de mots tout à fait admis par l'académie. Un exemple : le métro est le nom du franc français par opposition au franc CFA.

PROGRAMMES PÉDAGOGIQUES

CONFÉRENCE PLÉNIÈRE DES ONG: LA DIMENSION EUROPÉENNE DANS L'ÉDUCATION.

La Commission de la culture et de l'éducation du Conseil de l'Europe a adressé un projet de recommandations au Conseil des Ministres. Le Conseil de l'Europe paraît d'avis qu'il ne faut pas introduire la dimension européenne comme «branche autonome» dans les programmes de l'enseignement secondaire, mais qu'il faudra inciter les gouvernements à insérer dans les programmes de formation des enseignants une matière obligatoire qui sera: «Connaissances européennes». Les enseignants n'ont que peu de connaissances dans ce domaine particulier, et il faudra qu'ils puissent acquérir le «sens européen». Il est donc question de mettre au point ses «principes d'orientation à l'intention de ceux qui élaborent des programmes éducatifs, pour une meilleure sensibilisation à l'Europe dans ces programmes».

PROGRAMME EUROPÉEN D'ENSEIGNEMENT A DISTANCE

Dans un autre domaine, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe recommande (Recommandation 1110 de 1989) au Comité des Ministres de mettre tout en œuvre pour que soit lancé un programme européen d'enseignement à distance: production de matériaux adéquats, établissement de réseaux inter-universitaires d'enseignement à distance, harmonisation juridique nécessaire pour les transferts d'unités de valeur, promotion de la technologie des satellites pour cette utilisation, etc...

(Les OING d'enseignants devraient se voir reconnaître dans ce contexte, une importance primordiale, de par les réflexions qu'elles ont mené depuis des années sur ces sujets.)

Le français et le monde des enfants

ENSEIGNEMENT PRÉCOCE AU RIO GRANDE DO SUL

«LE PASSÉ NE PEUT ÊTRE REDRESSÉ, L'AVENIR PEUT ÊTRE FAÇONNÉ»

C'est par cette citation de Konj Tse, remarquablement adaptée aux circonstances, que Denakir de Oliveira Campos, Présidente de l'APFRS illustre l'avant-propos qu'elle écrit dans le petit ouvrage sur «Le français et le monde des enfants» que vient de publier son association, en l'honneur justement de la célébration du XXVe anniversaire de sa fondation.

«Au delà d'une expérience, c'est un véritable projet pédagogique qui se profile» dit Joël Boudou, responsable du BAL de Porto Alegre, dans son avant-propos au même ouvrage.

C'est bien en effet de cela qu'il semble s'agir car l'expérience qui avait été lancée en 1987 s'est considérablement étoffée et affermie. Il s'agissait d'élaborer des activités ludiques et pratiques par lesquelles un public d'enfants de 7 à 10 ans aurait la possibilité de d'apprendre le français par le biais d'activités telles que dessin, expression corporelle, collages, découpages, jeux, chansons ou parole. L'objectif était entre autres, le développement psychomoteur, sensori-moteur et intellectuel de l'enfant. Au terme de plus de deux ans de fonctionnement, une évaluation a pu être faite, non pas seulement dans le domaine de l'apprentissage linguistique chez les enfants, mais bien plutôt de leur comportement face aux activités présentées.

Pour le groupe expérimental de 15 enfants, deux professeurs titulaires étaient en action: l'un s'exprimant en français, l'autre servant d'intermédiaire entre le français et le portugais. Conception intéressante de l'ensemble: des professeurs stagiaires ont été en observation longue et ont pu au bout de quelques mois, prendre la relève et assurer eux-mêmes des classes dans ces conditions sensiblement nouvelles pour eux.

Voilà une formule d'expérimentation/formation qui est certainement à retenir chaque fois qu'il est possible de la mettre en pratique.

Nous n'entrerons pas dans le détail de cette expérience qui est relatée dans le petit livret distribué par l'association, mais le travail effectué a été jugé concluant, même au delà de ce qu'on

(suite p.4)

pouvait espérer, puisqu'en plus d'une capacité non négligeable de compréhension et d'expression orale qui a pu être acquise par les enfants, une certaine perception de l'écrit en français a pu également être donnée. Par ailleurs, dans un domaine autre que purement linguistique, l'ensemble des activités ludiques, si propres au monde de l'enfant, a contribué à éveiller leur attention et à développer leurs fonctions psycho et sensori-motrices autant que leurs capacités intellectuelles. Le fait que ce but ait pu être atteint à travers des activités exprimées en français facilitera pour ces enfants le choix du français comme langue étrangère, par la familiarisation qu'ils auront eue avec cette langue au stade de leur apprentissage précoce.

(Association des professeurs de français du Rio Grande do Sul: Avenida Teresopolis 3645 - BR. 90.000 Porto Alegre)

Pédagogie et grammaire

«ET LA GRAMMAIRE ?»

UN NUMÉRO SPÉCIAL DE «FRANÇAIS 2000» CONSACRÉ À LA GRAMMAIRE, EN HOMMAGE À JOSEPH HANSE.

Le numéro de Janvier 1990 de «Français 2000», le bulletin de la Société belge des professeurs de français SBPF est consacré à la grammaire, à son étude et à son enseignement par le professeur de français.

Un premier dossier comporte des articles tels que «Comment peut-on être grammairien ?», «La grammaire et la linguistique à l'école», «L'histoire de la grammaire» et «Le lexique français».

Un second dossier, plus pédagogique, porte sur la reconnaissance des semi-auxiliaires, le code de terminologie et une enquête sur l'enseignement de la grammaire.

Dans la conclusion de son article sur «Le code de terminologie», Alain Braun, professeur à l'Athénée provincial de La Louvière, souligne bien l'importance de la grammaire dans le processus d'apprentissage:

«L'élève apprend à décrire un mécanisme pour mieux le comprendre, mieux l'assimiler et mieux l'employer...La grammaire est un précieux adjuvant pour peu qu'on sache la transcender...Passer de la description de la langue à l'expression devient un objet majeur...Les élèves sont conscients de la complexité du véhicule de leur pensée, et visent à l'adapter au mieux à ce qu'ils veulent exprimer.»

(Commande du bulletin: J-CI Lequeux, SBPF, 106 rue Franz Merjay-1060 Bruxelles. accompagnée d'un chèque de 150FB.)

Echanges scolaires avec l'Est

PÉDAGOGIE ET PERESTROÏKA

L'URSS SE MET À L'HEURE DES ÉCHANGES DE JEUNES SUR UNE GRANDE ÉCHELLE: UN MILLIER CHAQUE ANNÉE

Dans un article publié dans le N°231 (Février/mars 90) du Français dans le Monde, Bernard Vanthomme responsable du Bureau de coopération linguistique et éducative (nouvelle appellation des Bureaux d'action linguistique BAL) signale l'accord récemment signé à Moscou entre le Président François Mitterrand et le Président Mikhaïl Gorbatchev et portant sur les échanges de jeunes entre l'Union Soviétique et la France. Ces échanges porteront sur un total d'environ mille jeunes chaque année. Le document comporte également un volet consacré aux échanges de classes et l'URSS envisagerait d'échanger dès 1992/93, quarante classes et 500 élèves de part et d'autre.

Ce nombre, dit Bernard Vanthomme, représente une augmentation remarquable par rapport à l'état actuel de la situation en ce domaine, mais étant donné le nombre considérable des demandes des deux côtés dès maintenant, il est fort possible que ces quotas soient atteints bien avant la date prévue.

On ne pourra que s'en féliciter!

NDLR: Le Secrétariat général attend avec impatience de voir surgir la nouvelle abréviation des Bureaux de Coopération Linguistique et Educative: L'appellation BCLE étant décidément imprononçable, celle de BuCoLE serait-elle retenue? Elle aurait un petit air attrayant de Vie symphonie, et aurait en plus le mérite d'une déclinaison adjectivale immédiatement compréhensible par tous (phonétiquement bien sûr)!

Echanges scolaires avec le Sud

CENTRES DE FORMATEURS D'ENSEIGNANTS

L'ECOLE NORMALE DU GARD (FRANCE) MET SUR PIED UN PROGRAMME D'ÉCHANGES ÉDUCATIFS ET CULTURELS DANS LE CADRE DE LA CEE.

C'est dans le numéro 3 (décembre 89) de

LEND, la revue de l'association italienne Lingua e Nuova Didattica que nous trouvons l'exposé de ce projet. Il se distingue d'autres projets d'échanges de plus en plus nombreux par le fait qu'il se situe dans le cadre de trois programmes européens déjà existants: «Lingua» pour les classes primaires, «Erasmus» et «Arion» pour les maîtres en formation et les formateurs. Ce projet envisage en effet, après une préparation adéquate, le déplacement simultané dans un ou plusieurs pays d'Europe, principalement Espagne, Portugal, Italie et Grèce, d'un groupe d'élèves-maîtres français de l'enseignement primaire en accompagnement d'une classe de ce niveau. Ceci sera évidemment l'occasion pour les enfants aussi bien que pour leurs maîtres, d'une découverte du pays d'accueil, mais aussi d'une présentation des systèmes éducatifs respectifs, permettant ainsi aux futurs formateurs, d'acquérir cette compétence européenne que recommande la Commission pour la Culture et l'Éducation du Conseil de l'Europe (cf. 1er article de cette rubrique).

Pour tous renseignements sur cette opération: Philippe Bermont ou Sylvette Fabre, Ecole Normale, Rue Vincent Faita, F- 30000- Nîmes.

Formation des maîtres

UNIVERSITÉS QUÉBÉCOISES ET FORMATION

AU QUÉBEC, LE RÔLE DE FORMATEURS DE MAÎTRES CONFIE À CERTAINS UNIVERSITAIRES A SOULEVÉ DES INQUIÉTUDES

Dans un article intitulé «Formation des maîtres» publié dans «Québec français», la revue de l'AQPF (N° 76), Roland Piquette s'interroge sur le bien fondé des décisions politiques qui ont conduit à confier à l'Université, la formation des maîtres.

En effet, dit-il, « plusieurs professeurs d'université, dans les programmes de formation des maîtres du secondaire, ont un suprême mépris pour la pédagogie. ». Ce que confirme, semble-t-il, le rapport annuel 87-88 du Conseil Supérieur de l'Éducation en soulignant que « au premier cycle, la tâche principale des professeurs est centrée sur l'enseignement. Néanmoins, il semble que cette fonction d'enseignement soit l'activité la moins valorisée pour le professeur d'université! ».

Or il est évident pour tous les enseignants des 1er et 2e cycle, que c'est à travers le maître que

l'enfant aimera la matière: si la relation humaine est inefficace, la matière ne passe point. Et on comprend mieux pourquoi un rapport sur l'enseignement bien connu au Québec, le rapport Parent, commençait ainsi:

« *Confier la formation universitaire des maîtres aux institutions universitaires ne constitue pas une panacée. Sans doute peut-on espérer que les maîtres en sortiront plus instruits dans la discipline qu'ils doivent enseigner, mais on peut craindre par contre, que la formation proprement pédagogique, ou bien sera trop théorique, ou bien sera considérée comme négligeable.* ».

Si nous avons choisi de commenter cet article, parmi d'autres tout aussi importants de ce numéro, c'est parce que ce genre d'interrogation n'est pas à soulever uniquement au Québec, mais c'est aussi précisément parce que la formation des maîtres constitue, comme le savent tous nos lecteurs, le thème principal des travaux du prochain congrès de l'APFA au Togo, et que les congressistes devront sans doute réfléchir à cet aspect de la question qui consiste en pédagogie à ne pas trop dissocier la théorie de la pratique.

De l'importance de la présentation

L'ISOGRAMME

GRAMMAIRE SYNTHÉTIQUE DU FRANÇAIS INTERNATIONAL

La principale vertu de cette grammaire normative réside dans sa présentation. Les auteurs utilisent des moyens variés (format réduit, papier de couleur différente selon les chapitres, tableaux récapitulatifs, artifices typographiques) pour faciliter au lecteur l'accès des règles de base.

Ce souci de clarté et d'essentiel fait de cette grammaire un livre de référence pour tous les âges et pour tous les usages tant pour ceux dont le français est la langue maternelle que pour ceux qui l'étudient comme langue étrangère. Cet ouvrage, qui s'accompagne d'un «Cahier d'exercices» et de son corrigé, peut rendre service à de jeunes collègues en quête de synthèses visuelles pour la préparation de leurs leçons de grammaire.

Nous rappelons à nos lecteurs que M. Bateau et J. Spencer avaient présenté, au cours du VIIe Congrès mondial à Thessalonique, leur programme "Compugrammex", qui était la pratique de l'"Isogramme" grâce à l'emploi d'un micro-ordinateur.

Michel Bateau et Judith Spencer
Alberta (Canada), Alta Press Inc., 1988.

(Suite p.6)

TDC, TEXTES ET DOCUMENTS POUR LA CLASSE.

Tout a été dit sur la qualité de cette publication tant en ce qui concerne les textes que les illustrations et la présentation. Le numéro 534 contient une rencontre avec Cavanna qui déclare à la fois son amour «ardent» pour la langue française, sa haine de «tout ce qui est panache, symbole, tradition» et son attachement indéfectible et inconditionnel à l'orthographe telle qu'elle est avec toutes ses bizarreries et ses verrues. «Et si on touche à l'orthographe, conclut-il, je le subirai mal, douloureusement».

LE JOURNAL DES POETES,

C'est le plus ancien «journal» de poésie du monde, il fut fondé en 1931 et a son siège à Bruxelles. Il publie les poètes de tous les pays et crée entre eux un lien qui se renforce encore lors des Biennales internationales de poésie qui ont lieu, elles aussi en Belgique.

En ces temps d'austérité pour les enseignants, le seul luxe qui nous restera en fin de compte à nous, professeurs de français, sera celui des mots. A la différence d'autres sources de bonheur ou que l'on prétend telles, la poésie reste une valeur inaltérable. A nous de profiter de son pouvoir et d'initier les jeunes à ses charmes!

Mais la multiplicité des tâches qui nous assaillent ne nous incite-t-elle pas trop facilement à considérer la poésie comme une institution du passé - tout a été dit et trop bien dit- et à transmettre d'elle à nos disciples une image parfaite, mais désuète?

Le message que nous transmet LE JOURNAL DES POETE est celui que la poésie est vivante, qu'elle n'a pas de patrie, qu'à travers son chant c'est l'âme humaine qui poursuit sa création...

LE JOURNAL DES POETE
n° 1-2, février-mars 1989. 59e année

QUÉBEC FRANÇAIS

Ce numéro 76 du journal de l'Association Québécoise des Professeurs de Français (AQPF), dresse un bilan de 25 années d'existence du Ministère de l'Éducation québécois (MEQ). Les articles portent sur les décisions du ministère et sur leurs effets dans les divers niveaux d'enseignement. Par exemple:

-«La formation des maîtres» par Roland Piquette. (voir la présentation en rubrique «Péda-

gogie», p.5)

-«L'école québécoise a-t-elle été détournée?» par Yolande Ricard

Pour ceux qui apprécient également la littérature québécoise, ce numéro présente trois auteurs de parution récente et remarquée: Jacques Brosard, Yolande Villemaire et Gilles Marcotte.

LE FRANÇAIS AUJOURD'HUI

Le numéro 89 de la revue de l'Association Française des Enseignants de Français (AFEF) s'intitule «Travailler la langue: Nouvelles démarches.»

Les articles traitent des sujets suivants:

-Comment la rénovation de l'enseignement grammatical menée en Suisse romande permet de réconcilier activités d'expression et activités de structuration.

-Faire lire, analyser et produire des textes argumentatifs en s'appuyant sur l'énonciation, les connecteurs, la thématique...

-Apprendre les temps pour maîtriser le Temps: position du problème, analyse de quelques manuels et proposition d'activités.

-L'imaginaire en jeu(x): construire, dé-construire la langue pour lire, écrire des textes appelés poèmes.

(Le Français Aujourd'hui
19, rue des Martyrs F-75009- Paris)

LINGUA E NUOVA DIDATTICA LEND

Le dernier numéro reçu, dont les articles sont en italien à l'exception d'un article en français et d'un autre en anglais, porte sur la «Pragmatique et la langue étrangère» avec des articles sur les sujets suivants:

-Prospective pragmatique et enseignement des langues,

-la gestuelle et l'enseignement linguistique,

-les langues étrangères pour une utilisation...banalisée ?,

-l'étude de l'«usage linguistique» ...

LEND numéro 3 décembre 89

THE FRENCH REVIEW,

La revue de l'association américaine des professeurs de français -AATF- (vol.63/4, mars 90)

Ouvrage très riche comme à l'habitude, il publie un certain nombre d'articles sur les fem-

mes et l'écriture:

-Auto-bio-graphie: vers une théorie de l'écriture féminine,

-critique littéraire féministe et écriture des femmes au Québec,...

Un article peut aussi retenir l'attention: celui de David W.Lewis qui s'intitule « Les déboires du superfranglais». Il y montre avec humour que malgré les interventions puissamment orchestrées des travaux de terminologie française visant à bouter l'anglicisme hors de France, le français reste plein d'emprunts faits à la langue d'Outre-Manche, parfaitement intégrés maintenant à la langue française, bien que parfois avec des sens tout-à-fait inattendus pour les anglophones. Ceci n'est évidemment pas une nouveauté et l'on pourrait rétorquer que si on retirait à l'anglais tout ce que Guillaume le Conquérant a apporté de Normandie avec lui, il n'y aurait plus beaucoup d'anglophones capables de comprendre leur langue, mais ceci est un faux problème. Le vrai problème est que jamais dans le passé aucune langue, française ou autre, n'a été soumise à un matraquage aussi intensif de néologismes d'importation étrangère sur une période de temps aussi courte. Le danger vient du fait que ce que toute langue peut accepter au goutte à goutte de vocables étrangers sur un ou plusieurs siècles sans y perdre son identité, devient insupportable lorsqu'il s'agit du pilonnage auquel les médias de toute nature soumettent quotidiennement les francophones.

DOSSIERS FRANCOPHONES

SPECIAL ANTILLES

Ce numéro spécial de la publication «Dossiers francophones» dont le directeur de publication est Jürgen Olbert, Président de l'association allemande des professeurs de français, présente les quatre grandes îles francophones des Antilles, et tous ceux qui s'intéressent à cette partie si belle et si accueillante du monde francophone mais sans la connaître vraiment, pourront en acquérir une connaissance de base par la lecture de cette publication.

Ils y trouveront une description aussi bien diachronique que synchronique de la situation des Antilles françaises avec une sélection de textes choisis d'auteurs antillais dont les notes en bas de page les rendent aisément accessibles aux étudiants étrangers de la langue française.

Diesterweg - Postfach 63 01 80 - D-6000 Frankfurt 63

DIAGONALES

Il est essentiellement consacré au dialogue qui s'instaure entre écrivains, dramaturges, cinéastes et musiciens venus du Sud, et les éditeurs, organisateurs de festivals, producteurs, sociétés de gestion de droits d'auteurs, ... à l'intérieur de l'espace culturel francophone.

Un article, plus pédagogique celui-là, a retenu notre attention: celui d'André Baudin, chargé de projet de **recherche sur l'enseignement primaire au Niger**.

Il y décrit les résultats d'une expérience maintenant vieille de 10 ans, qui a consisté, dans un certain nombre de classes primaires, à remplacer l'enseignement tout en français qui se donne traditionnellement dans le pays, par un enseignement en langue maternelle pendant les trois premières années. L'enseignement du français, à ce niveau, n'est pas totalement absent bien sûr, mais il est enseigné comme langue étrangère, et à partir de la 2e année seulement. Ce n'est qu'à partir de la quatrième année que le français devient langue d'enseignement, alors que la langue maternelle redevient simple matière enseignée.

Au terme de ces dix années d'expérimentation, il est maintenant possible de dresser un bilan: «Aux épreuves de fin d'études, qui sont identiques pour tous, et qui plus est, entièrement en français, les candidats issus des écoles expérimentales obtiennent régulièrement un pourcentage de réussite supérieur à la moyenne nationale»

Et pourtant ils ne sont pas issus de familles socialement plus favorisées et ne bénéficient d'aucun privilège particulier en maîtres ou en matériel. Il semble bien en fait que la maîtrise en langue maternelle des concepts de base qui permettent à l'enfant de mieux dominer son environnement, favorise l'acquisition de la langue étrangère et son appropriation comme outil d'acquisition de connaissances à un stade ultérieur.

C'est ainsi, comme le dit André Gaudin, que les priorités se trouvent modifiées et que «*apprendre le français d'abord pour maîtriser les concepts abstraits*» devient «*acquérir des concepts fondamentaux en langue nationale, pour mieux apprendre le français ensuite*».

DIAGONALES N° 14-Avril 90

LE FRANCAIS DANS LE MONDE

Parmi les chapitres du sommaire comme toujours /... (suite p.8)

agréablement éclectique et abondant, nous avons retenu les comptes rendus de Jacques Pécheur sur deux colloques particulièrement importants pour les enseignants de français: Le colloque international sur l'enseignement du français en Iran, et le colloque national sur la grammaire organisé par l'Association nationale des enseignants de français langue étrangère ANEFLE.

En Iran

Après 30 ans où le français a été en Iran particulièrement malmené, d'abord par l'importance croissante de l'anglais, puis par la série de conflits que chacun connaît et qui ont fait passer l'enseignement des langues étrangères au second rang des préoccupations des dirigeants iraniens, il est temps maintenant pour le français de se reconstruire dans ce pays. Il y a en effet 10.000 étudiants en français dans le secondaire et autant dans le supérieur, avec dorénavant une augmentation importante à prévoir annuellement.

Deux obstacles majeurs semblent exister pour le moment, sans pour autant être insurmontables: le premier est le manque de matériel de référence, le second est la compatibilité d'un matériel possible avec les fondements de l'idéologie islamique. Il y a donc encore énormément à faire dans ce pays, mais le fait que ce colloque ait pu avoir lieu, en janvier dernier, à Téhéran, et après 17 ans d'interruption, est un signe encourageant, et nous espérons que l'Association iranienne des professeurs de français, membre de la FIPF saura profiter de ces circonstances pour reprendre vigueur.

En France,

Autre motif d'optimisme, en France cette fois, c'est le succès rencontré par le dernier colloque organisé par l'ANEFLE à Grenoble en novembre 89. La qualité des interventions, le nombre des participants, montrent si besoin était, que l'Association s'est suffisamment fortifiée pour pouvoir jouer un rôle pédagogique de premier plan au sein du mouvement associatif francophone.

LE FRANÇAIS DANS LE MONDE

RECHERCHES ET APPLICATIONS: ACQUISITION ET UTILISATION D'UNE LANGUE ÉTRANGÈRE (NUMÉRO SPÉCIAL FÉVRIER/MARS 90)

Ce numéro porte en entier sur l'«approche cognitive» dans l'enseignement des langues étrangères avec les grands chapitres suivants:

Caractéristiques cognitives des activités de langage, activités cognitives et acquisitions.

«UN CERTAIN AMOUR DE LA FRANCE»,

Tous les romanistes issus de l'université libre de Bruxelles ont gardé le meilleur souvenir de Pierre Ruelle, professeur qui a su leur inculquer la rigueur scientifique et qui cachait sous une apparence austère une grande générosité et une sensibilité profonde. Aujourd'hui, à la retraite, Pierre Ruelle se livre enfin à nous, du moins il livre ce qu'il considère comme l'essentiel de ce qui a guidé sa vie: «Un certain amour de la France». Tout serait à citer dans cette confession touchante: «*On ne peut pendant toute une vie étudier et enseigner une langue, surtout quand il s'agit de sa langue maternelle, analyser des oeuvres écrites dans cette langue, les replacer dans leur cadre historique et social, sans être enveloppé par la tentation, depuis longtemps dénoncée, d'assimiler cette langue à un organisme vivant... et dont on se sent totalement solidaire, même si l'on sait qu'une langue ne vit que que dans les hommes et les femmes qui la parlent et l'écrivent.*»

Depuis les rêves de l'enfance et de l'adolescence jusqu'aux incertitudes et parfois au découragement d'un âge avancé, l'auteur n'a jamais cessé de voir dans la France un être vivant qu'il fallait défendre, parfois même contre les Français.

Une profession de foi

Pour Pierre Ruelle, né à quelques centaines de mètres de la frontière française, «plus près de Paris que Marseille», il n'y a aucun doute que la France est notre patrie, que nous soyons Wallons, Picards, Lorrains ou Bruxellois. Il justifie cette profession de foi par des preuves géographiques, historiques, économiques. Pour lui, il l'affirme clairement, «la seule chance de survie de la Wallonie, c'est l'union avec la France». Dans le vase clos de la Belgique, le terme fatal du tête-à-tête des Flamands et des Wallons ne peut être que la disparition de notre identité française. C'est qu'il existe un peuple flamand conscient de son identité, sûr de son unité, qui a pour lui son réalisme froid uni à un enthousiasme ardent, son nationalisme, sa démographie, son opiniâtreté.

Si intense que soit l'amour que l'auteur porte à la France, il ne l'aveugle cependant pas. Pierre Ruelle souligne l'indifférence des Français et la dégradation du français. Même si on n'adhère pas à la thèse centrale de cet ouvrage, sa lecture n'en est pas moins une source de réflexion et d'émotion à propos de notre identité ethnique et de notre avenir.

(Roland Delronche, Bruxelles)
Pierre Ruelle, «Un certain amour de la France» chez Berger-Levrault, Paris, 1987.

«PREMIERE RENCONTRE NATIONALE COLOMBIENNE SUR LA TRADUCTION».

Organisée par l'Association Colombienne des Professeurs de français avec le soutien de la France, du Canada et du Québec, cette rencontre réunira du **17 au 19 septembre 1990**, les catégories socio-professionnelles qui s'intéressent aux problèmes de la traduction.

Les thèmes suivants ont été retenus :

- Traduction de textes scientifiques et techniques
 - . Modèles d'analyse du discours
 - . Recherche terminologique et banques de données
 - . Rôle de la documentation
 - Traduction littéraire
 - Les problèmes de doublage et de sous-titrage de films
 - Rôle de la traduction dans la formation des enseignants de langue.
 - Condition socio-professionnelle des traducteurs en Colombie
 - Perspectives d'emploi de spécialistes en langues
 - L'interprétation : processus et stratégies
- Renseignements et inscriptions :
**ACOLPROF : CRA 7 N° 38-73 - A.A. 58371-
 Bogota - Colombie.
 Tél.: 287 50 68/80 65/23 54**

ETATS GENERAUX DE LA FORMATION DES ENSEIGNANTS DE FRANCAIS

La Société belge des professeurs de français de la Communauté française, a invité tous les enseignants de français et toutes les personnes intéressées par cet enseignement à participer à la première journée de ses **Etats généraux** qui a eu lieu le samedi 5 mai 1990 de 9h30 à 16h30 à l'Auditorium de la CGER à Bruxelles. Cette journée s'intitulait :

Les enseignants de français à l'écoute de la société

Elle était placée sous le haut patronage des Pouvoirs organisateurs officiels et libres sous l'égide d'un **Comité scientifique** composé de professeurs de toutes les universités belges.

Trois séquences d'exposés et d'échanges de vues se sont succédées :

- Le français et la vie professionnelle,

- Le français et la vie quotidienne
- Le français et la vie culturelle et intellectuelle.

Les intervenants étaient des représentants éminents de Communautés françaises de Belgique qui ont accepté de dialoguer avec les enseignants de français pour préciser les besoins et les attentes de la société en vue de l'an 2000 :

Nous espérons être en mesure de donner, dans un prochain numéro de la lettre, des échos de cette importante rencontre.

CONGRÈS DE L'AATF

L'American association of teachers of french annonce la tenue de son 63e congrès annuel au Sheraton hotel and Towers, de la **Nouvelle Orléans du 2 au 5 juillet 1990**.

A l'ouverture, l'écrivain antillais Edouard Glissant donnera une conférence sur «Paysage de la francophonie». Au programme de la rencontre, parmi bien d'autres, deux ateliers importants :

- Culture et enseignement du français.
- L'utilisation du minitel.

Des voyages et diverses activités socio-culturelles sont prévues en pays cajun

ARGENTINE

PREMIER CONGRÈS NATIONAL DES PROFESSEURS DE FRANÇAIS

DICIFRAN, Association pour la diffusion de la civilisation française et SAPFESU, Société argentine des professeurs de français de l'enseignement supérieur et universitaire, annoncent leur premier congrès national.

Buenos Aires, 18, 19 et 20 juillet 1990.

DICIFRAN et SAPFESU, membres du Bureau de la FIPF, étant amenées à ce titre, à participer à l'organisation du prochain congrès mondial des professeurs de français, qui aura lieu à Lausanne (Suisse), en 1992, invitent tous les collègues au «Premier congrès national des professeurs de français».

Le thème choisi est «**La formation permanente**».

Au programme : Mercredi 18, le théâtre dans la formation. Jeudi 19, technologie éducative: a) l'informatique dans la classe de FLE, b) la vidéoprogrammation, c) auto-évaluation programmée. Vendredi 20, l'éducation à distance, la dynamique des groupes, l'adaptation à des situations nouvelles.

(suite p.10)

BRESIL

XE CONGRÈS NATIONAL DES PROFESSEURS DE FRANÇAIS DU BRÉSIL.

L'Association brésilienne des professeurs de français, ABPF, anciennement ABPUF, (Association brésilienne des professeurs universitaires de français), nous communique que le Xe congrès national des professeurs de français aura lieu à Florianopolis du 28 février au 6 mars 1991. Pour des raisons administratives, la date qui avait été retenue auparavant a dû être modifiée.

Au programme, le français: l'enseignement et la recherche, (langue, littérature, civilisation, pédagogie, français instrumental) du point de vue de la méthodologie d'enseignement, des techniques d'enseignement, des programmes et projets, de l'actualité de la recherche et de la vérification de l'acquisition des connaissances.

L'ÉCOLE ET LA MIGRATION DANS L'EUROPE DES ANNÉES 90

L'institut des sciences de l'éducation de l'Université de Barcelone annonce l'organisation d'un séminaire sur «L'école et la migration dans l'Europe des années 90».

Objectifs : La présence de plus en plus nombreuse de migrants extra-européens dans les systèmes éducatifs de tous les pays d'Europe pose des problèmes sérieux qui ne peuvent être abordés que dans l'optique d'une éducation plurilingue et pluriculturelle. Il s'agit d'un thème extraordinairement complexe qui implique une réflexion sur ce que doit être une formation adaptée à ces nouvelles nécessités ; en particulier l'amélioration de la qualité de l'enseignement et de l'éducation à dispenser aux enfants de migrants, pour permettre une insertion socioculturelle et professionnelle adéquate.

Le séminaire s'articulera autour des points suivants :

- Les migrants en Europe. Complexité et perspectives. Rapports de la CEE, du Conseil de l'Europe, de l'OCDE, l'UNESCO et les ONG.

- La situation dans les différents pays d'Europe : Allemagne, Belgique, Grande-Bretagne, France, Italie, Suisse, etc...

- L'Espagne : situation et perspectives.

- Expériences en Catalogne.

Le séminaire travaillera à l'élaboration d'une proposition de déclaration de programme dans le

domaine de la politique éducative des migrants qui puisse être prise en charge par les organismes institutionnels européens.

Organisation. Au cours de ce séminaire, le travail se fera sous forme de conférences, tables rondes, communications et exposés.

Les participants. Une centaine d'experts, de représentants d'organismes internationaux et des professionnels de divers pays.

Langues de travail. Catalan, Castillan, Français, Anglais.

Dates et Lieu. Les 22, 23 et 24 novembre 1990 au Palau Maricel à Sitges (plage à 20 kms de Barcelone).

Organisation. Angels Garcia, coordinatrice des langues étrangères de l'ICE de la UB. ICE-Universitat de Barcelona- Gran Via de les Corts Catalanes, 585. 08071 Barcelona -
Tel:34-3-318.42.66 poste 2254 (lundi de 16h.30 à 18h.30)-
Fax: 302.59.47

COOPÉRATION INTERNATIONALE EN EDUCATION

LE COLLOQUE INTERNATIONAL DE L'AFEC

Du 17 au 19 mai dernier s'est tenu le colloque international que l'Association francophone d'éducation comparée (AFEC) organise chaque année à Sèvres depuis sa création en 1973. Comme la FIPF, l'AFEC déborde les frontières de la Communauté francophone institutionnalisée: tout spécialiste qui accepte de s'exprimer en français sur des problèmes internationaux d'éducation peut en effet en faire partie et son Président, depuis 1988, est un Britannique qui a succédé à un Italien et à un Néerlandais. Comme les années précédentes, la centaine de participants du Colloque de 1990 venaient de plus de vingt pays différents, du Mexique à la Chine, de la Norvège à l'Afrique sud-saharienne, sans oublier la Roumanie, la Hongrie et la Pologne dont la représentation avait, cette année, une portée nouvelle.

Le thème de ce Colloque,

«La coopération internationale en éducation: nouveaux contextes, nouvelles perspectives»,

a été abordé sous deux aspects principaux:

la coopération Nord-Sud, d'une part, et, de l'autre, la coopération entre les douze pays de la Communauté européenne, avec ses ouvertures sur l'Europe du Nord, du Centre et de l'Est. Les problèmes de la coopération Nord-Sud ont pris une grande place dans les débats: le directeur du BREDA (Bureau régional de l'UNESCO pour

l'Afrique) a, dans sa conférence inaugurale, mis l'accent sur la paupérisation du tiers-monde et sur divers aspects de la régression de l'éducation (et de la santé) en Afrique, lançant un appel à la coopération internationale pour faire face à cette situation nouvelle, il a insisté sur la nécessité d'une réflexion théorique endogène pour fonder une pédagogie africaine moderne. Des représentants de la Banque mondiale et de l'UNESCO ont élargi le débat aux dimensions de la planète en présentant les conclusions de la conférence mondiale qui s'est tenue en mars 1990 à Jomtien (Thaïlande) afin d'assurer, d'ici à l'an 2000, une éducation de base à tous les enfants et adolescents, et de réduire le nombre effrayant des adultes analphabètes : près d'un milliard d'hommes, et surtout de femmes.

La coopération francophone multilatérale, telle qu'elle a été relancée par le Sommet de Dakar, a été évoquée, mais la faiblesse des moyens dont elle dispose ne permet guère de prendre rendez-vous à Kinshasa, en 1991, sur des problèmes importants comme le co-développement de l'enseignement du français et des cultures d'expression française d'une part, et, de l'autre, l'enseignement des langues et des cultures locales dans la Communauté francophone, ou comme l'enseignement des droits fondamentaux (droits des personnes, droit au développement, droits des enfants).

On a beaucoup remarqué, d'autre part, une communication sur l'évolution dite politique que le ministère français des Affaires étrangères mène depuis quelques années dans le domaine de l'éducation sous le signe de la rentabilisation pour le commerce extérieur. Au **risque de dégradation par le mercantilisme**, a été opposée la nécessité de fixer à la coopération internationale en éducation des objectifs dans le long terme, centrés exclusivement sur l'expertise en éducation.

Cela vaut pour l'Europe autant que dans les relations Nord-sud. Le Colloque a d'ailleurs permis de mieux mesurer les disparités entre l'Ouest et l'Est de ce continent, qui a aussi son Nord et son Sud... On a souligné aussi les entraves que la coopération y rencontre du fait qu'elle y est dominée par des structures intergouvernementales. On a souhaité, enfin, que les Européens de l'Ouest ne préjugent pas de la transférabilité à l'Est et au Sud de leurs propres modèles et c'est à une réflexion sur la place donnée aux valeurs dans les différents systèmes éducatifs que l'AFEC a décidé de consacrer son prochain Colloque international, en mai 1991.

Pierre Alexandre, Sec.GI de l'AFEC

HISTOIRE DE LA LANGUE FRANÇAISE EN ITALIE

LA SIHFLES ORGANISE À PARME SON PREMIER CONGRÈS INTERNATIONAL

La Société internationale pour l'histoire du français langue étrangère ou seconde a organisé à Parme les 14, 15, 16 juin 1990, son premier congrès international, à l'Institut des langues et littératures romanes.

Les universités de Gênes, Rome, Bologne, Parme, Palerme, Trieste, Ferrari, Bari, Milan représentaient l'Italie, mais le colloque accueillait également des intervenants de Paris, Montpellier, Giessen, Göttingen, Halle, Dublin et Stockholm.

Comme son titre l'indique, le congrès aura permis de dresser un bilan de l'histoire de l'enseignement du français en Italie dont la tradition remonte aux XVIIe et XVIIIe siècles.

Nous ne manquerons pas de signaler la parution des actes de ce congrès, certains que nous sommes que le fait de pouvoir s'appuyer sur une très longue tradition, permettra à nos collègues italiens d'exiger qu'un enseignement tant qualitatif que quantitatif du français soit maintenu dans les établissements scolaires de la péninsule.

DIVERS

QUELLES LANGUES POUR LA SCIENCE ?

Nos lecteurs se souviennent de ce forum organisé par le Ministre de la Francophonie, Alain Decaux à la Cité des Sciences de la Villette à Paris en janvier dernier. Un éditorial en avait rendu compte dans le précédent numéro de la Lettre. Un ouvrage de synthèse sera publié à l'automne 90 sur cet important forum.

Les prises de position totalement opposées exprimées par des scientifiques de renom du monde entier, dont plusieurs prix Nobel, sur ce sujet vital pour l'avenir de la langue française, font qu'il est difficile à toute personne qui voudra dorénavant s'exprimer sur ce sujet, de n'avoir pas en sa possession au préalable, l'ouvrage de synthèse en cours de composition.

*Demandes à envoyer aux éditions La Découverte:
1, place Paul Painlevé, 75007 Paris . Tel:46 33 41 16*

Les Professeurs de français dans l'opinion d'André Reboullet
(voir article p.20 de la Lettre)

«Dans cette maison du Père qu'est la Francophonie, il y a beaucoup de demeures... L'une d'elles, disons plutôt un groupe, a été pour notre génération, prioritaire. Evoquons donc ce groupe, mineur : pas plus de 250 000 personnes, mais un groupe peut-être plus méritant que d'autres parce que francophone par libre choix, non par origine ; parce que composé de professionnels de la langue et de la culture françaises. Ce groupe est celui des étrangers professeurs de français. Il est l'un des dénominateurs communs de ces entreprises créées au tournant des années soixante : le CREDIF, le BELC, la Revue, les revues (je pense aux magazines animés par Jacques Verdol), la Fédération Internationale des professeurs de français, le Service des études françaises de l'AUPELF, avec en amont, l'aide de nos anciens : l'Alliance française et le Centre international de Sèvres, le soutien sans faille d'une grande Direction générale... Nous avons -et ce "nous" n'est pas un pluriel de majesté- contribué à donner à ces enseignants la juste conscience de

leur identité et de leur importance nationale. Non sans bousculer parfois quelques idées reçues. De même qu'il fut une époque où il était dérangeant d'affirmer que «la langue française n'était pas l'apanage des seuls français», il l'était aussi d'affirmer qu'un étranger professeur de français pouvait avoir un mérite égal à d'autres qui paraissaient plus authentiquement francophones. Aujourd'hui, il n'y a plus de francophones marginaux, ni de professeurs de second rang. C'est mieux ainsi. Que depuis vingt ans, trente ans, ces professeurs étrangers soient restés attachés à des entreprises conçues en grande partie pour eux, qu'ils y participent comme lecteurs ou rédacteurs, comme adhérents animateurs ou relais est un motif de satisfaction mais surtout prend valeur pour la francophonie toute entière regroupée autour de l'usage d'une même langue et, donc de l'enseignement de cette langue.»

Le Bureau International de la FIPF et la rédaction de la «Lettre» sont heureux de présenter à André Reboullet, leurs plus chaleureuses et amicales félicitations.

Dernière seconde

BURKINA FASO

L'affiliation de l'Association burkinabe concrétise un projet vieux de 13 ans

En 1976, un groupe d'enseignants de français du pays qui s'appelaient alors la Haute Volta, avait fondé le Groupe des Professeurs de français de Haute Volta.

Pour des raisons à la fois politiques et économiques, que l'on imagine aisément, ce groupe a connu des moments bien difficiles et n'a jamais par exemple, réussi à réunir toutes les conditions nécessaires pour pouvoir demander son affiliation à la FIPF.

Puis le temps a passé, les régimes politiques ont changé, le nom du pays aussi: il est devenu le Burkina Faso, et enfin en 1990, après avoir regroupé 300 des 400 enseignants de français du pays, le Président Kable Théodore a pu présenter la demande d'affiliation de l'Association Nationale des Professeurs de Français du Burkina (ANPFB).

Cette demande a, elle aussi, les meilleurs chances d'être acceptée par le Bureau International de la Fédération, et nous espérons que le Burkina pourra être représenté à l'Assemblée Générale de la Commission africaine APFA lors de son congrès à Lomé du 2 au 7 juillet prochain.

**La FIPF à l'honneur
en Colombie**

Notre collègue **Clara G. de Baquero** a été promue par décret du 28 juillet 1989 au grade de chevalier dans l'ordre des **Palmes Académiques** pour services rendus à la Culture française. «Je dédie cette décoration à tous mes collègues colombiens qui travaillent avec le même enthousiasme à la diffusion du français et de la culture française». Nos plus sincères félicitations à **Clara de Baquero**.

La gazette RVC N°9 vient de paraître

Le numéro 9 de la gazette du Réseau Vidéo-correspondance animé par le CIEP-BELC vient de paraître.

On mesure au fil des pages combien le réseau s'est étoffé: 165 pages, 36 articles, textes, lettres d'enseignants, d'élèves, de personnes ressources, voilà de quoi convaincre ceux qui hésitent encore à joindre ce réseau qui met en contact tous les niveaux scolaires, de la maternelle à l'université, dans tous les pays.

Pour tous renseignements: Micheline Maurice, Gazette RVC
9, rue Lhomond 75005 Paris